

VertraulichNATIONALRAT

3003 Bern, November 1975 Fr/ws

Aussenwirtschaftskommission

PROTOKOLL der Sitzung vom 4. November 1975, 08.30 - 12.25 Uhr
in Bern, Parlamentsgebäude, Zimmer IIITAGESORDNUNG

- 1) 75'061 n Zollverfahren. Abkommen
Régimes douaniers. Convention
- 2) 75'062 n Zollabkommen. Behälter
Convention douanière relative aux conteneurs
- 3) 75'060 s Finanzhilfe an Entwicklungsländer
Aide financière aux pays en développement
- 4) 75'078 s Entwicklungsfinanzierung. Beteiligung
Financement du développement. Participation
- 5) Orientierung über die wirtschaftspolitische Lage
Information sur la situation politico-économique
- 6) Orientierung über die dritte vermögensrechtliche Verhandlungsrunde mit der DDR
Information sur la troisième phase des négociations avec la RDA sur les questions patrimoniales
- 7) Verschiedenes
Divers

TEILNEHMER Präsident: H. HoferAnwesende Mitglieder:

HH. Alder, Baechtold-Lausanne, Frau Blunschy, HH. Butty, Corbat, Eibel, Eng, Hofmann, Jaeger-St. Gallen, Kaufmann, Reiniger, Frau Ribl, H. Schmid Arthur, Frau Spreng, HH. Tschopp, Waldvogel, Wüthrich

Weitere Teilnehmer:

HH. Botschafter Jolles, Probst, Jacobi (EVD)
HH. Lenz, Oberzolldirektor; Queloz (OZD)

Sekretariat: H. Friedli (SBV)Entschuldigt:

HH. Bräm, Cavelty, Felber, Glasson, Leutenegger, Oehler, Schalcher, Tissières, Tschäppät, Villard, Weber-Altdorf

Protokoll: Frl. Munter (d), H. Reymond (f), SBV

- 2 -

1) 75'061 Régimes douaniers. Convention

M. Lenz

La convention dont nous avons à traiter a été préparée sous les auspices du Conseil de coopération douanière.

Peu après la dernière guerre ont eu lieu à Bruxelles les premières discussions sur la création d'une union douanière européenne. La question alors n'était pas encore mûre, mais l'idée est venue de mettre en chantier un organisme international qui serait chargé de coordonner les différents domaines douaniers. C'est ainsi que ce conseil est né, son siège est à Bruxelles, au départ il s'agissait d'une entreprise européenne, elle est devenue mondiale.

Cet organisme a différentes réalisations à son actif dont la plus importante a été la création d'une nomenclature tarifaire internationale. Elle forme actuellement l'ossature de 130 tarifs nationaux dans tous les pays du monde. Cependant il n'a pas été fait grand chose en droit douanier autre que tarifaire, aucun travail systématique n'a été entrepris jusqu'à maintenant pour l'harmonisation ou l'uniformisation du droit douanier.

La situation actuelle, sous l'angle international, dans le domaine du droit douanier est très hétérogène, différents facteurs l'influencent et il est apparu qu'un tel travail était nécessaire. De plus, il ne faut pas oublier que les notions sur les relations entre l'Etat et le contribuable diffèrent aussi de pays à pays, ces relations peuvent être normales mais aussi basées sur la fraude ou même sur la corruption.

Si l'on discute de ces problèmes avec les intéressés (transitaires, exportateurs, etc.), il s'avère qu'il est très compliqué et onéreux d'avoir affaire à chaque frontière à des droits douaniers nouveaux.

C'est pourquoi le Conseil de coopération douanière s'est attaqué à cette tâche ardue et de très longue haleine d'harmonisation du droit douanier. Pour cela on a choisi un mécanisme spécial: on a prévu une convention qui sera assortie d'un certain nombre d'annexes. On trouve dans la convention même les clauses traditionnelles (adhésion, amendements, buts de l'harmonisation, etc.), puis est traité dans les annexes le droit douanier matériel. Pour chaque sujet de droit douanier on dispose d'une annexe qui contient une introduction pour situer et cerner le problème, ensuite cette annexe pose certaines définitions pour que chacun parle le même langage et elle énonce un certain nombre de normes qui représentent l'harmonisation minimale, enfin elle donne les pratiques recommandées qui sont des harmonisations souhaitables et qui vont plus loin que les normes, pratiques où l'on suggère de plus par des notes explicatives - selon les annexes - différentes variantes possibles.

- 3 -

En ce qui concerne la Suisse, cette convention - dite de Kyoto - n'apporte pas grand chose de nouveau, puisque notre droit douanier est très élaboré bien que la loi actuelle date de cinquante ans mais reste très moderne dans sa conception générale. La convention cependant, à la longue, peut apporter certains avantages pour nos industries d'exportation.

Pour ce qui est de la convention elle-même, les parties contractantes doivent accepter la convention et au moins une annexe, toutes les réserves sont possibles sur des points particuliers de ces annexes. Ces réserves doivent être revues tous les trois ans et on doit expliquer les motifs de leur maintien éventuel. Il est vraisemblable qu'au bout d'une quinzaine d'années on atteindra un assez grand degré d'harmonisation. La convention est ouverte à tous les Etats, il est prévu d'élaborer environ trente annexes, neuf sont devant vous, quatre ont été terminées entre-temps et cinq sont en préparation au secrétariat du Conseil.

H. Hofer

Das vorliegende Abkommen ist derart technisch-organisatorischer Natur, dass wir es kaum mit viel Sachverstand werden diskutieren können.

M. Corbat

M. Lenz a parlé de relations basées sur la fraude, voire sur la corruption. Dans un accord technique de ce type n'arrivera-t-on pas un jour au l'autre à proposer des sanctions ou tout au moins des arbitrages contre des pays pratiquant ces méthodes? De telles mesures ne pourraient-elles pas être prévues?

M. Lenz

ad M. Corbat

Les Etats membres sont libres d'accepter le nombre d'annexes et, au sein de celles-ci, les textes qu'ils veulent bien agréer, ils font des réserves sur le reste. Il faut faire là une diversification.

Dans des pays très industrialisés et très commerçants il y aura très peu de réserves, par contre pour ceux d'un niveau économique très en-dessous, il y en aura certainement beaucoup. Cependant, peu à peu, on pourra exercer une certaine pression sur ces pays pour qu'ils écartent leurs réserves. Il n'est pas possible de prévoir des sanctions pour leur imposer un texte qu'ils ne peuvent pas accepter pour certains motifs et tout au bas de l'échelle, il y a des pays pour lesquels cela n'a aucune importance. Lorsque j'ai parlé de fraude ou de corruption, il s'agit là d'affaires internes des Etats et je ne pense pas que nous soyons suffisamment avancés sur le plan international pour prévoir ces sanctions.

- 4 -

H. Hofer

Was wollen Sie machen, wenn es Länder gibt, in denen die Korruption bereits in die Gehälter einberechnet ist!

H. Alder

1. Artikel 2 des Abkommens nennt die Pflichten jeder Vertragspartei. In Artikel 3 heisst es dann aber, das Abkommen, "schliesst die Anwendung der Verbote und Beschränkungen nicht aus, die sich aus den nationalen Rechtsvorschriften ergeben". Wie ist das zu verstehen?
2. Warum haben Zollunionen (z.B. EWG) kein Stimmrecht?
3. Wie verhält sich die Anlage betreffend Ursprungsregeln zu dem Protokoll Nr. 3 des Freihandelsabkommens Schweiz-EWG?

M. Lenzad M. Alder

L'article 2 est une déclaration générale, l'article 3 est une formule que l'on retrouve dans tous les accords, ce sont des restrictions d'importations pour divers motifs.

Pour ce qui est du droit de vote à accorder aux communautés européennes, la thèse suisse est que l'on ne peut pas refuser au Marché commun, par exemple, d'entrer comme partie contractante dans un arrangement, même s'il ne peut pas obtenir le droit de vote. Les Etats membres sont parties contractantes et disposent de ce droit de vote; il est donc impossible de donner un droit supplémentaire à la communauté du fait qu'elle aurait une voix de plus. Cette thèse est défendue par de nombreux pays et par conséquent il n'y a pas de préférence spéciale dans les conventions internationales en faveur des communautés européennes.

H. Hofmann

Die Schweiz besass bis jetzt in einigen Bereichen noch eine gewisse Autonomie in bezug auf das Ansetzen von Zöllen bzw. Preiszuschlägen. Ist meine Annahme richtig, dass diese Autonomie mit dem vorliegenden Abkommen nicht eingeschränkt wird?

M. Lenzad M. Hofmann

Cette convention ne se rapporte pas au droit et aux taux des tarifs douaniers. Pour le droit douanier ordinaire, nous sommes liés pour autant que nous acceptons, mais nous ferons certaines réserves sur des points mineurs. Ce que nous pouvons accepter correspond entièrement à notre droit national.

- 5 -

H. Hofer

Deshalb steht auch in Art. 2 des Bundesbeschlusses die Formel:
"mit den durch die schweizerische Gesetzgebung bedingten Vorbehalten
notifiziert".

Eintreten beschlossen

Bundesbeschluss über das internationale Abkommen zur Vereinfachung
und Harmonisierung der Zollverfahren

Titel und Ingress

angenommen

Art. 1

angenommen

Art. 2 und 3H. Alder

Hat der Bundesrat die in Art. 2 erwähnten Anlagen bereits angenommen und werden sie mit der Genehmigung des Abkommens ratifiziert? Wie verhält es sich dann mit den "weiteren Anlagen" (Art. 3), die der Bundesrat in eigener Kompetenz anzunehmen ermächtigt ist?

M. Lenzad M. Alder

La dernière phrase précise la ratification et lorsque nous déposerons à Bruxelles les instruments de celle-ci, il faudra également préciser quelles sont les annexes que nous acceptons et les réserves que nous formulons sur certains points. Il y a un parallèle entre la fin de la seconde phrase de l'article 2 et l'article 3. Nous avons demandé pour le Conseil fédéral une compétence pour notifier ou ratifier les annexes ainsi que les réserves futures.

H. Alder

Für die Ratifikation der vorliegenden Anlagen wäre demnach das Parlament, für alle weiteren aber der Bundesrat zuständig. Das erscheint mir gesetzestechnisch nicht sinnvoll.

M. Lenz

Une formule pourrait peut-être vous donner satisfaction: supprimer à l'article 3 le terme "supplémentaires" dans le texte français et "weitere" dans le texte allemand.

angenommen

Art. 4

angenommen

- 6 -

Gesamtabstimmung: Die Kommission stimmt dem Bundesbeschluss einstimmig zu.

Die Berichterstattung erfolgt schriftlich.

2) 75'062 Convention douanière relative aux conteneurs

M. Lenz

De la Conférence de Genève consacrée au conteneurs sont issues deux conventions: celle sur la sécurité des conteneurs qui n'est pas encore prête pour ratification et l'autre concernant le plan douanier.

Le développement de l'emploi des conteneurs sur le plan intercontinental et l'utilisation des gros conteneurs ont nécessité la mise sur pied de cette nouvelle convention sur le plan mondial.

Le principe des conteneurs est le "porte à porte", c'est-à-dire remplis chez les fabricants et vidés chez les destinataires. Si plusieurs frontières doivent être traversées, il se pose naturellement des problèmes au point de vue douanier: le premier est de savoir à quel régime fiscal les conteneurs doivent être soumis, il s'agit de l'admission temporaire et il faut prévoir certaines règles; secondement puisqu'il y a admission temporaire ils doivent pouvoir être identifiés et donc des normes doivent être énoncées à cet effet; ensuite les conteneurs traversant plusieurs pays et contenant des marchandises non dédouanées, il faut qu'une certaine sécurité existe pour la douane, par conséquent ils doivent répondre à certaines règles de construction; enfin puisqu'ils correspondent à certaines normes, il faut que les conteneurs soient personnalisés, ce qui aboutit à la délivrance d'un certificat d'agrément, sorte de passeport pour le conteneur.

La convention est articulée de la manière suivante: tout d'abord une convention cadre avec la définition des buts et de certains principes, les clauses traditionnelles puis toute une série d'annexes. Cependant là il n'y a pas de réserves possibles, l'accord et les annexes forment un tout.

Certains pays ont déjà accepté cette convention qui entrera en vigueur à la fin de cette année. La Suisse a un trafic assez important de gros conteneurs, par conséquent il est intéressant pour nous de pouvoir ratifier cette convention, d'autant plus qu'elle a été conclue en Suisse.

Eintreten beschlossen

Bundesbeschluss betreffend das Zollabkommen über Behälter

Titel und Ingress

angenommen

-7-

Art. 1-3

angenommen

Gesamtabstimmung: Die Kommission stimmt dem Bundesbeschluss einstimmig zu

Die Berichterstattung erfolgt schriftlich.

3) 75'060 s Finanzhilfe an Entwicklungsländer

H. Jacobi

Zur Weiterführung der Zusammenarbeit mit Entwicklungsländern unterbreitet Ihnen der Bundesrat drei weitere Vorlagen. Es sind dies - mit Botschaft vom 16. Juni 1975 (75'060) - der Beitritt der Schweiz zur Interamerikanischen Entwicklungsbank (IDB) und ein Darlehen an Kamerun zur Finanzierung einer Brücke über den Sanaga sowie - mit Botschaft vom 15. Oktober 1975 (75'078) - die Beteiligung der Schweiz an den Zinsverbilligungsfonds einerseits des Dritten Schalters der Weltbank und andererseits der Erdölfazilität des Internationalen Währungsfonds. Die ersten zwei Vorlagen sind vom Ständerat bereits genehmigt worden, und zwar oppositionslos; für die letzte Vorlage ist der Nationalrat Prioritätsrat, wobei jedoch im Rahmen des Dringlichkeitsverfahrens auch der Ständerat in der Dezembersession darüber beschliesen wird; seine Kommission tagt in zwei Wochen.

Einige Bemerkungen zu den Gemeinsamkeiten der drei Vorlagen: Ich kann mir vorstellen, dass viele unter Ihnen, nachdem das Referendum gegen das schweizerische Darlehen an die IDA zustande gekommen ist, insbesondere den beiden multilateralen Vorlagen mit einem gewissen Unbehagen gegenüberstehen. Auch die finanzielle Situation des Bundes scheint die drei Vorlagen nicht eben zu begünstigen.

Der Bundesrat und die Verwaltung sind jedoch der Auffassung, dass das Engagement unseres Landes zur internationalen wirtschaftlichen Zusammenarbeit seinen Ausdruck u.a. auch in einem bestimmten Ausmass an finanziellen Leistungen im Bereiche der Entwicklungszusammenarbeit finden muss. Diese Leistungen haben, im internationalen Vergleich, ein Minimum erreicht, das wir ohne Schaden für die Glaubwürdigkeit unserer Aussenwirtschaftspolitik einfach nicht unterschreiten können. Mit 0,14 % Anteil unserer öffentlichen Entwicklungshilfe am Bruttosozialprodukt im Jahre 1974 haben wir den letzten Platz in der Rangliste der Industrieländer erreicht; wir teilen diesen Platz des Schlusslichtes mit Italien, wogegen Länder mit einer der unsrigen vergleichbaren Wirtschaftslage und aussenwirtschaftlichen Bedeutung wie beispielsweise Belgien, Holland, Dänemark, Norwegen oder Schweden mindestens drei- bis fünfmal soviel wie wir für die staatlichen Leistungen zugunsten der Dritten Welt erbringen. Daraus resultiert u.a. auch unser

- 8 -

angeschlagenes Image vor allem bei den Industrienationen. Dass dies unsere Ausgangslage für den bevorstehenden weltweiten Dialog beträchtlich erschwert, sei nur am Rande vermerkt. Der Bundesrat ist ferner der Ansicht, dass, solange der Volksentscheid über unser Darlehen an die IDA im einen oder andern Sinne nicht gefällt ist, an der bisherigen Konzeption der schweizerischen Entwicklungszusammenarbeit festzuhalten ist. Diese Konzeption wurde im sogenannten Zusatzbericht zum Entwicklungshilfegesetz umschrieben. Die Schwergewichte dieser Konzeption liegen einerseits auf der Unterstützung der ärmsten Entwicklungsländer und der ärmsten Bevölkerungsschichten sowie andererseits auf der Förderung der landwirtschaftlichen Entwicklung. Langfristig sollen unsere Entwicklungshilfeanstrengungen dazu führen, die Entwicklungsländer vermehrt in die Weltwirtschaft zu integrieren. Dabei sollen sowohl die Interessen der Entwicklungsländer als auch jene der Schweiz berücksichtigt werden.

Die drei vorgeschlagenen Finanzhilfeaktionen fügen sich, jede in ihrer Art, vollständig in diese Konzeption ein; dass diese Konzeption übrigens nicht neu und umwälzend ist, geht schon daraus hervor, dass die Vorlagen IDB und Kamerun an die Hand genommen wurden, bevor der Zusatzbericht zu unserem Entwicklungszusammenarbeitsgesetz überhaupt verfasst wurde.

- Mit unserer Teilnahme an der Erweiterung der Kapitalbasis der IDB unterstützen wir diese Organisation in ihren Bemühungen, die fortgeschritteneren Länder Lateinamerikas durch die Verstärkung ihrer Infrastrukturen vermehrt in die Weltwirtschaft einzubeziehen. Mit dem Beitrag an den Spezialfonds der IDB unterstützen wir besonders die ärmsten lateinamerikanischen Länder.
- Das Projekt in Kamerun - ein Land, das zu den ärmsten der Welt zählt und dessen Devisenerlöse fast ausschliesslich auf den Exporten von landwirtschaftlichen Produkten beruhen - strebt die Erweiterung der landwirtschaftlichen Produktion und die Verbesserung der Erschließung und der Eigenversorgung des Landes an.
- Die à fonds perdu-Beiträge an die beiden Zinsverbilligungsfonds schliesslich sollen dazu dienen, die von den weltwirtschaftlichen Ereignissen am stärksten betroffenen Entwicklungsländer so zu unterstützen, dass sie weiterhin in der Lage sind, ihre wesentlichen Importbedürfnisse zu befriedigen sowie ihre minimalen Entwicklungspläne zu verwirklichen.

Bei den beiden multilateralen Vorlagen - IDB und Zinsverbilligungsfonds bilden die langfristigen schweizerischen Wirtschaftsinteressen ein gewichtiges Motiv für unsere Teilnahme. Unser Land, das ja mit der Weltwirtschaft engstens verbunden ist, hat ein eminentes Interesse an der Erhaltung der Wirtschaftskraft der als gegenwärtige und zukünftige Märkte so bedeutsamen Entwicklungsländer. Beim Brückenprojekt Kamerun stehen die landwirtschaftlichen und sozialen Entwicklungsargumente im Vordergrund.

- 9 -

Ich verzichte darauf, die technischen Einzelheiten der drei Vorlagen, wie sie in den Botschaften aufgeführt sind, zu wiederholen. Folgende Gründe bewogen den Bundesrat diese Verträge abzuschliessen oder in Aussicht zu nehmen.

1) Der Beitritt zur Interamerikanischen Entwicklungsbank

Bei der IDB, die 1959 gegründet wurde, handelt es sich um die bedeutendste regionale Institution der Entwicklungsfinanzierung. Die Mitgliedschaft war bisher ausdrücklich auf Staaten des süd- und nordamerikanischen Kontinents beschränkt. Das Kapital der IDB beträgt 6 Milliarden Dollar und ihrem Fonds für Spezialoperationen, der der Finanzierung von Projekten in den rückständigsten Ländern und Regionen dient, sind bisher 4,4 Milliarden Dollar zugeflossen. Die langfristigen Entwicklungskredite der IDB an ihre lateinamerikanischen Mitgliedsländer erreichten bisher einen Betrag von rund 8 Milliarden Dollar und kamen hauptsächlich der Landwirtschaft und der Infrastruktur sowie Industrieprojekten zugute.

Im Jahre 1972 beschloss die IDB, die Möglichkeit einer Erweiterung ihrer Mitgliedschaft auf ausseramerikanische, sogenannte nichtregionale Länder zu prüfen, wobei allerdings ihr regionaler Charakter im wesentlichen beibehalten werden sollte. Die langwierigen und komplizierten Beitrittsverhandlungen mit 12 nichtregionalen Ländern konnten am 17. Dezember 1974 in Madrid mit der Unterzeichnung einer Absichtserklärung dieser Staaten zur IDB-Mitgliedschaft abgeschlossen werden. Im einzelnen handelt es sich bei diesen Ländern neben der Schweiz um Belgien, die Bundesrepublik Deutschland, Dänemark, Israel, Italien, Japan, Jugoslawien, die Niederlande, Oesterreich, Spanien und das Vereinigte Königreich. In der erwähnten Madrider Deklaration haben sich die zwölf Staaten verpflichtet, die für die Erlangung der Mitgliedschaft notwendigen Schritte zu unternehmen und die entsprechenden Kapitalzeichnungen und Beiträge an den Fonds für Spezialoperationen zu leisten. Die nichtregionalen Länder haben insgesamt eine Kapitalzeichnung von 375 Millionen Dollar, davon ein Sechstel einzahlbar, und einen Fondsbeitrag von ebenfalls 375 Millionen Dollar zu übernehmen. Damit werden die neuen Bankmitglieder mit rund 6% an der IDB beteiligt sein. Zur Zeit laufen in den regionalen Mitgliedstaaten der IDB, d.h. in den Ländern Süd- und Mittelamerikas, den USA und Kanadas, sowie in den beitriftswilligen nichtregionalen Ländern die parlamentarischen Ratifikationsverfahren zur Verwirklichung dieser bisher grössten multilateralen Aktion zur Erweiterung einer bereits bestehenden Institution der Entwicklungsfinanzierung.

Für einen Beitritt der Schweiz zur IDB sprechen insbesondere drei Gründe:

a) Aussenwirtschaftspolitische Motive. Es liegt im langfristigen Interesse unseres Landes, mittels unserer Mitgliedschaft bei der IDB an die Erhaltung und Stärkung der Wirtschaftskraft Lateinamerikas beizutragen.

- 10 -

- Bereits heute besteht ein sehr beachtlicher Handelsverkehr zwischen der Schweiz und Lateinamerika. 1974 gingen 5,2 % unserer Gesamtausfuhren in diese Region und 1,8% unserer Totaleinfuhren stammten von dort. Im letzten Jahr betrug unser Handelsbilanzaktivum gegenüber Süd- und Mittelamerika über eine Milliarde Franken. Lateinamerika dürfte angesichts seines beträchtlichen Wachstumspotentials sowohl als Absatzmarkt als auch als Produzent künftig noch an Bedeutung gewinnen.
- In bezug auf die schweizerischen Direktinvestitionen steht Lateinamerika an erster Stelle aller Entwicklungsregionen. Nach Schätzungen betragen diese Investitionen mindestens 3-4 Milliarden Franken.
- Mit dem Beitritt zur IDB ermöglichen und sichern wir unserer Wirtschaft den Zugang zu den Ausschreibungen der von der Bank finanzierten Projekte. Diesem Aspekt kommt gerade in der heutigen Periode der Rezession eine eminente Bedeutung zu; mit solchen Lieferungen kann unsere Exportwirtschaft nicht nur ein Einzelgeschäft abschliessen, sondern sich vielfach auch einen neuen Markt erschliessen.

b) Entwicklungspolitische Ueberlegungen.

- Die IDB spielt für Lateinamerika eine zentrale Rolle bei der Vermittlung des von dieser Region dringend benötigten Entwicklungskapitals. Durch unsere Beteiligung an der Bank können wir demnach nicht nur unsere Zusammenarbeit mit den lateinamerikanischen Ländern verstärken, sondern zugleich unseren Beitrag an deren Entwicklung erhöhen und auch effizienter gestalten. Mit unserer multilateralen Aktion tragen wir zur Entwicklung von 22 süd- und mittelamerikanischen sowie karibischen Ländern bei.
- Die IDB ist eine bereits konsolidierte Institution, so dass der wirkungsvolle Einsatz unserer Mittel gesichert ist. Als Mitglied werden wir zudem die Möglichkeit haben, die Mittelverwendung der IDB direkt zu beeinflussen.
- Unser Beitritt zur IDB entspricht einer konsequenten Fortsetzung unserer Politik der Unterstützung regionaler Institutionen der Entwicklungsfinanzierung. Der Bund schafft damit Schwergewichte in seiner Entwicklungspolitik, was sich besonders angesichts der heutigen finanziellen und personellen Beschränkungen, denen wir uns zu unterziehen haben, aufdrängt.

c) Traditionelle und kulturelle Bindungen zu Lateinamerika.

Der lateinamerikanische Kontinent war, besonders im letzten Jahrhundert, das bevorzugte Ziel unserer Auswanderer. Es bestehen deshalb in ganz Lateinamerika zahlreiche und bedeutende Schweizerkolonien, die eine rege Tätigkeit entfalten und deren Beziehungen zur Schweiz sehr ausgeprägt sind. In Anbetracht dieser wirtschaftlichen und kulturellen Bande zwischen der Schweiz und Lateinamerika ist ein Beitritt zur IDB besonders angebracht. Nachdem wir bereits Mitglied der regionalen Entwicklungsbank Asiens und des Entwicklungsfonds für Afrika sind, würde ein Abseitsstehen der Schweiz ausgerechnet von der Interamerikanischen Entwicklungsbank sowohl von den übrigen Industriestaaten wie auch von den Ländern Lateinamerikas nicht verstanden. In einer Zeit ferner,

- 11 -

in der wir versuchen, die Stellung unserer Exportindustrie zu stärken, kommt diesem Beitritt eine nicht zu unterschätzende wirtschaftliche Bedeutung zu.

2) Das Finanzhilfedarlehen an Kamerun

Das Finanzhilfedarlehen an Kamerun dient dem Bau einer Brücke über den Sanagafluss. Die Schweiz hat mit Kamerun bereits 1963 ein Abkommen über den gegenseitigen Handelsverkehr, den Schutz von Investitionen und die technische Zusammenarbeit abgeschlossen. Seither ist Kamerun zu einem Schwerpunktland der schweizerischen technischen Zusammenarbeit geworden.

Mit der geplanten Brücke will man in erster Linie die durch die natürliche Grenze des Sanagaflusses stark behinderten Verkehrsverbindungen zwischen zwei sehr unterschiedlich entwickelten Landesteilen verbessern. Der Bau dieser Brücke wird die Besiedlung und die landwirtschaftliche Nutzung der fruchtbaren, aber unterbevölkerten Gebiete im Norden des Flusses durch Einwanderer aus der südlich gelegenen überbevölkerten Region beträchtlich erleichtern, ja eigentlich erst ermöglichen. Neben der Förderung der regionalen landwirtschaftlichen Entwicklung entspricht das Projekt noch einem zweiten wesentlichen Bedürfnis, das eng mit dem ersten Aspekt verbunden ist: die Ausschaltung eines Engpasses im Verkehrssystem des Landes. Die Brücke wird sowohl hinsichtlich Distanz als auch Zeitaufwand eine bedeutende Verbesserung der Verbindungen mit dem Osten und dem Norden des Landes bringen. Die durch den Sanaga hervorgerufene Zweiteilung des Landes wird verständlich, wenn man bedenkt, dass die Brücke 240 Meter lang sein muss.

Das Projekt soll dank der gemeinsamen Anstrengungen der Schweiz, der Regierung der Vereinigten Republik von Kamerun und von "Enfants du Monde", der schweizerischen Kommission der internationalen Vereinigung für Jugendhilfe, einer nichtstaatlichen Organisation mit Sitz in Genf, verwirklicht werden. Der Bund würde sich mit der Gewährung eines langfristigen Darlehens von 6 Millionen SFr. zu Vorzugsbedingungen an diesem Projekt beteiligen. Die ausserordentlich günstigen Bedingungen (50 Jahre Laufzeit, davon 10 Jahre Karenzfrist, 0,75 % Zins) tragen der wirtschaftlichen Lage Kameruns Rechnung und entsprechen den Bedingungen der IDA. Der Abkommenstext, welcher als Grundlage für die Gewährung eines Darlehens an Kamerun dienen wird, entspricht sowohl inhaltlich als auch formal den bereits früher durch die Schweiz geschlossenen Finanzhilfeabkommen, namentlich jenen mit Nepal und Bangladesch. Kamerun seinerseits hat sich verpflichtet, selbst mindestens 1,2 Mio SFr. beizutragen und ferner alle Kosten zu übernehmen, welche die Beiträge der Schweiz und von "Enfants du Monde" übersteigen würden.

"Enfants du Monde" schliesslich hat sich verpflichtet, 400'000 SFr. in Form eines Geschenkes beizutragen. Ferner hat sich "Enfants du Monde" zur Lieferung des Stahloberbaus der Brücke verpflichtet; dieser Oberbau wurde seitherzeit "Enfants du Monde" vom EMD, im Hinblick auf eine Beteiligung des Bundes an den Erstellungskosten, gratis zur Verfügung gestellt.

- 12 -

Seit der Verabschiedung der Vorlage durch den Ständerat sind in bezug auf dieses Projekt von Parlamentariern und Vertretern privater Hilfswerke verschiedene Fragen an die Verwaltung gerichtet worden. Man zweifelte an der entwicklungspolitischen Nützlichkeit des Projektes und hatte Bedenken wegen möglicher Missbräuche durch Kamerun bei der Verwendung des schweizerischen Darlehens. Ferner wurde nach der Rolle von "Enfants du Monde" und deren Präsident, alt Bundesrat Chaudet, bei der Entscheidung der Verwaltung über die Brücke gefragt. Wir haben Ihnen deshalb eine Dokumentation zukommen lassen, die auf diese Fragen Antwort gibt.

Sowohl die Botschaft wie diese Dokumentation zeigen deutlich, dass es sich beim vorgeschlagenen Projekt um einen wertvollen Beitrag zur Erweiterung der für die landwirtschaftliche Entwicklung notwendigen Infrastruktur handelt. Der Einsatz des Bundes von 6 Millionen Franken für dieses Projekt, das mit aller Sorgfalt während mehr als 5 Jahren vorbereitet wurde, ist voll gerechtfertigt.

Eintreten beschlossen

Bundesbeschluss über den Beitritt zur Interamerikanischen Entwicklungsbank

Titel und Ingress

angenommen

Art. 1-3

angenommen

Gesamtabstimmung: Die Kommission stimmt dem Bundesbeschluss einstimmig zu.

Bundesbeschluss betreffend eine Vereinbarung über Finanzhilfe an die Vereinigte Republik Kamerun

Titel und Ingress

angenommen

Art. 1-3

angenommen

Gesamtabstimmung: Die Kommission stimmt dem Bundesbeschluss einstimmig zu.

Berichterstatter: H. Hofer (d)
M. Butty (f)

4) 75'078 s Entwicklungsfinanzierung: Beteiligung

H. Jacobi

Ueber die wirtschaftlichen Hintergründe, die zur Schaffung der beiden Zinsverbilligungsfonds führten und ihre Dringlichkeit rechtfertigen, hat sich Ihre Kommission bereits orientieren lassen. Ich möchte dem Gesagten hinsichtlich speziell der Entwicklungsländer beifügen, dass sich im Verlauf der Jahre 1974 und 1975 die Lage vieler dieser Staaten und insbesondere der ärmsten unter ihnen zusehends verschlechtert hat, und zwar in einem Ausmasse, das selbst bescheidene Fortschritte als kaum realisierbar erscheinen lässt. Dazu trugen insbesondere die Preiserhöhungen für Erdöl, die starke inflationsbedingte Verteuerung der Importe aus den Industriestaaten und schliesslich die Rezession in den letzteren mit einem entsprechenden Rückgang ihrer Importe aus den Entwicklungsländern bei. Schon heute sehen sich viele Entwicklungsländer zu einschneidenden wirtschaftlichen Massnahmen gezwungen, was die ohnehin niedrigen Wachstumsraten noch weiter zusammenschrumpfen oder sogar negativ werden lässt. Das Defizit der Ertragsbilanz der nichterdölproduzierenden Entwicklungsländer dürfte, gestützt auf die Angaben des Währungsfonds, im Jahre 1975 35 Milliarden Dollar erreichen, verglichen mit 9 Milliarden Dollar 1973 und schätzungsweise 28 Milliarden Dollar 1974.

Um die Importkapazität dieser sog. vierten Welt aufrechtzuerhalten und deren zunehmende Integration in die Weltwirtschaft nicht ernsthaft zu gefährden, sah sich die internationale Staatengemeinschaft veranlasst, diesen Ländern zusätzliche Finanzierungsmittel zu möglichst günstigen Bedingungen zur Verfügung zu stellen. Dies erfolgt in Form des Dritten Schalters der Weltbank und der Erdölfazilität des Währungsfonds sowie insbesondere des dazugehörenden Zinsverbilligungsfonds.

Ueber die Funktionsweise dieser beiden Kreditfazilitäten und ihrer Zinsverbilligungsfonds gibt die Botschaft im Detail Auskunft. Besonders erwähnen möchte ich hier, dass es sich bei der Zinsverbilligung um eine bis anhin auf internationaler Ebene nicht angewandte Form der Entwicklungsfinanzierung handelt. Hinter diesem Mechanismus steht die Ueberlegung, dass - durch Vermittlung der internationalen Organisationen - vermehrt die privaten Kapitalmärkte herangezogen werden sollen, um den grossen Bedarf an Entwicklungskapital zu decken, während es den aus Budgetmitteln der Staaten stammenden Ressourcen überlassen bleiben soll, die Marktbedingungen aufweisenden privaten Kredite den Zahlungsbilanzverhältnissen der ärmsten Entwicklungsländer anzupassen. Dass aber auch dieser Weg relativ teuer ist, zeigt die Tatsache, dass zur Verbilligung von 1 Milliarde Dollar für den Dritten Schalter rund 225 Millionen Dollar aufgewendet werden müssen. Dieser recht ansehnliche Betrag ist nicht nur die Folge der Zinsherabsetzung, sondern ebenso sehr der Erstreckung der Laufzeiten und Karenzfristen. Auch die Schweiz betritt mit diesen beiden Beiträgen Neuland, und zwar in dem Sinne, dass zum ersten Mal Beiträge an Weltbank und Währungsfonds in Geschenkform gewährt werden. Dies drängt sich deshalb auf, weil eine definitive Zinsverbilligung sich nur mittels à-fonds-perdu-Beiträgen bewerkstelligen lässt.

- 14 -

Zusammenfassung der drei wichtigsten Gründe für einen schweizerischen Beitrag zugunsten dieser Fonds:

a) Auf Grund seiner aussenwirtschaftlichen Verflechtung hat unser Land ein besonderes Interesse daran, dass die von der Weltwirtschaftskrise am härtesten betroffenen Entwicklungsländer eine minimale Importkapazität aufrechterhalten können; hierzu dient insbesondere die Zinssubventionierung der Erdölfazilität.

Der mit dem Internationalen Währungsfonds am 12. September 1975 unterzeichnete Vertrag sieht eine schweizerische Beteiligung von 188 Millionen Dollar an der Erdölfazilität von insgesamt 6 Milliarden Dollar vor. Dieser Stützkredit, der von der Nationalbank finanziert wird und vom Bundesrat in eigener Kompetenz eingeräumt werden konnte, hat eine Laufzeit von sieben Jahren und wird zu 7 1/4 % verzinst. Hierbei handelt es sich mithin um eine kommerzielle Transaktion, die keinerlei Hilfscharakter für die Entwicklungsländer hat. Die spezifische Hilfskomponente besteht in der Verbilligung der Zinskosten für die von den ärmsten Entwicklungsländern beanspruchten Kredite der Erdölfazilität. Der Währungsfonds nimmt an, dass diese Kategorie von Ländern rund 1,7 Milliarden Dollar von den total 6 Milliarden in Anspruch nehmen dürfte; der Zinsverbilligungsfonds dient somit der Senkung der Zinskosten auf diesen für die Entwicklungsländer vorgesehenen 1,7 Milliarden Dollar der Erdölfazilität. Gerade in der jetzigen Rezessionsphase kommt der auf diese Weise ermöglichten Aufrechterhaltung und Förderung unserer Exporte nach den Entwicklungsländern, die langfristig besonders ausbaufähige Märkte darstellen, spezielle Bedeutung zu. Durch die Schaffung des Dritten Schalters wird die Weltbank in die Lage versetzt, zusätzliche Projekte in den ärmeren Entwicklungsländern zu finanzieren. Im Gegensatz zu den Programmkrediten der Erdölfazilität handelt es sich dabei um die Finanzierung spezifischer Projekte. Die daraus resultierenden Aufträge dürften zu einem gewissen Teil auch unserer Exportindustrie zugute kommen.

b) Die gegenseitige wirtschaftliche Abhängigkeit der Staaten verlangt von der Schweiz eine aktive Teilnahme an den derzeitigen Anstrengungen, den Entwicklungsländern die Weiterführung ihres Entwicklungsprozesses zu erleichtern und damit zur Herbeiführung ausgewogener internationaler Wirtschaftsbeziehungen beizutragen. Die im Verhältnis zu andern Industriestaaten relativ günstige Ertragsbilanz der Schweiz lassen eine solche Beteiligung als besonders angezeigt erscheinen, dies umsomehr, als unser Land, wie bereits erwähnt, mit seinen öffentlichen Entwicklungshilfeleistungen am Schlusse aller industrialisierten Staaten des Westens steht.

c) Unsere Beiträge an die beiden Fonds stellen eine Weiterführung und Verstärkung unserer Politik der Unterstützung der ärmsten Entwicklungsländer dar, wie sie der Bundesrat in seinem Zusatzbericht zum Entwicklungszusammenarbeits-Gesetz dargelegt hat.

Ueber die Leistungen anderer Länder für die zwei Zinsverbilligungsfonds der Erdölfazilität konnten aus Rücksicht auf den vertraulichen Charakter der entsprechenden Verhandlungen der Geberstaaten mit dem Wäh-

- 15 -

rungsfonds keine genauen Angaben über die Beiträge der einzelnen Staaten gemacht werden. Zu Ihrer persönlichen Information kann ich Ihnen hier die potentiellen Geber mit den entsprechenden fest zugesagten Beiträgen bekanntgeben, wobei die Zahlen in Sonderziehungsrechten ausgedrückt sind:

Frankreich	12,9 Millionen
Dänemark	2,2 "
Bundesrepublik Deutschland	13,7 "
Italien	8,6 "
Vereinigtes Königreich	24,1 "
Luxemburg	0,2 "
Australien	1,0 "
<u>Total Sonderziehungsrechte:</u>	<u>62,7 Millionen</u>

Brasilien, Kanada, Niederlande, Neuseeland, Norwegen, Saudi Arabien, Südafrika und ^{Jugoslawien} ~~Sofien~~, unter Vorbehalt der Ratifizierung, zusammen 86 Millionen Sonderziehungsrechte gewähren. Vier weitere Länder, die gewisse Bedingungen stellen, leisten 10 Mio. Insgesamt ergeben sich somit 163 Mio Sonderziehungsrechte. Wie Sie daraus ersehen, nehmen eine grosse Anzahl Länder, und zwar sowohl Industrie- wie erdölproduzierende Länder, an dieser Aktion teil. Dass nicht alle potentiellen Geberstaaten daran teilnehmen, ist zwar bedauerlich; unter den herrschenden Umständen war es jedoch aus Dringlichkeitsgründen nicht möglich, eine Lastenverteilungsformel zu verhandeln, die alle traditionellen und neuen Geberstaaten zusammengeführt hätte. Es fehlen insbesondere die USA und Schweden, beides Länder, die aber bereits einen grossen Anteil an der internationalen Hilfe aufbringen. Aus den vorher erwähnten Gründen erachten wir es trotzdem als angebracht, dass die Schweiz sich an diesen Aktionen beteiligt.

Das Gleiche kann von der Finanzierung des Dritten Schalters der Weltbank gesagt werden. Hier werden zu den in Anhang I der Botschaft aufgeführten Länder noch so gewichtige Geberländer stossen wie Japan, Deutschland, Frankreich aus der Gruppe der traditionellen Geberstaaten sowie Iran und Abu Dhabi aus der Gruppe der Neureichen.

Finanzielle Aspekte der drei Vorlagen

Die für den Beitritt zur IDB noch notwendigen 18 Millionen Franken - 30 der insgesamt 48 Millionen werden durch die Konversion des bestehenden und von Ihnen seinerzeit genehmigten schweizerischen Fonds für die Entwicklung Lateinamerikas mobilisiert - sowie die für das Darlehen an Kamerun erforderlichen 6 Millionen Franken können dem Rahmenkredit von 400 Millionen Franken für Finanzhilfe, dem das Parlament am 20. September 1971 zustimmte, belastet werden. Die Auszahlungen erstrecken sich auf drei Jahre, und die ersten Tranchen sind im Budget 1976 eingeschlossen. Der von den 400 Millionen verbleibende Saldo beträgt noch 19,5 Millionen Franken. Diese Summe ist weitgehend durch Verhandlungen über neue Projekte engagiert; so hat der Bundesrat vor wenigen Wochen eine Botschaft über ein Projekt zur Milchversorgung von Lima verabschiedet. Die für die Zinsverbilligungsfonds nötigen Beiträge

- 16 -

von 25 Millionen Franken können demzufolge nicht mehr dem 400-Millionen-Kredit belastet werden. Sie figurieren auch nicht im Budgetentwurf des Bundesrates für 1976, da die Verhandlungen erst nach dessen Vorbereitung abgeschlossen wurden. Wir haben im Einvernehmen mit dem Politischen und dem Finanz- und Zolldepartement den Finanzkommissionen der eidgen. Räte, die gegenwärtig das Budget vorberaten, vorgeschlagen, diesen Betrag unter Vorbehalt der Genehmigung der Vorlage durch die Räte ins Budget 1976 aufzunehmen. Die Finanzkommission des Ständerates, die als Kommission des Prioritätsrates den Budgetentwurf 1976 berät und am 6. und 7. November tagen wird, ist bereit, diesem Vorgehen zuzustimmen.

Wir sind uns bewusst, dass die aktuelle Budgetsituation des Bundes den Beschluss über diese Ausgaben nicht erleichtert. Die Glaubwürdigkeit unseres aussenpolitischen und aussenwirtschaftspolitischen Engagements zur weltweiten wirtschaftlichen Zusammenarbeit erfordert jedoch auch von der Schweiz eine angemessene Beteiligung an den internationalen Entwicklungshilfeanstrengungen, dies umso mehr als unser Land trotz allem von den wirtschaftlichen Rezessionstendenzen relativ weniger stark betroffen wird als fast alle andern Industriestaaten. Es ist zudem zu erwarten, dass im Rahmen des Dialogs Nord-Süd den Fragen der finanziellen Entwicklungszusammenarbeit eine grosse Bedeutung zukommen wird. Dass die Ausgangslage für die Schweiz in dieser Frage angesichts unserer internen budget- und referendumspolitischen Schwierigkeiten nicht sehr einfach ist, wissen wir. Die Teilnahme insbesondere an den hier vorgeschlagenen multilateralen Aktionen würde jedoch klar machen, dass das Parlament gewillt ist, unsere Staatsmaxime der internationalen Solidarität in die Tat umzusetzen - eine Manifestation, die umso gewichtiger ist, als wir ja Anspruch auf einen der acht den Industrieländern zukommenden Sitze in der Mitte Dezember zu eröffnenden Konferenz über die internationale wirtschaftliche Zusammenarbeit erheben.

H. Hofer

Wie den Ausführungen von H. Jacobi zu entnehmen ist, sind die verfahrenstechnischen Fragen der Finanzierung nun gelöst (vgl. Botschaft S. 12, Kp. 61).

Dieses Geschäft soll im Dringlichkeitsverfahren, d.h. in der Dezember-Session von beiden Räten behandelt werden.

Weshalb fehlt Schweden unter den Geberstaaten?

H. Jacobi

Es sind zwei Gründe zu nennen. Erstens: Schwedens Ertragsbilanz ist im Gegensatz zu der unsrigen defizitär. Zweitens: Schweden konzentriert sich auf die Leistungen an die IDA. Im übrigen hat dieses Land 1974 mehr als 0,7 % des BSP an öffentlicher Entwicklungshilfe geleistet.

- 17 -

Eintreten unbestritten

Bundesbeschluss über eine Beteiligung an den Zinsverbilligungsfonds der Weltbank und des Internationalen Währungsfonds für einen Gesamtbetrag von 25 Millionen Franken.

Titel und Ingress

angenommen

Art. 1-3

angenommen

Gesamtabstimmung: Die Kommission stimmt dem Bundesbeschluss einstimmig zu.

Berichterstatter: H. Hofer (d)
M. Butty (f)

5) Orientierung über die wirtschaftspolitische Lage

H. Jolles

1. Die Lage der schweizerischen Aussenwirtschaft

In den ersten 9 Monaten 1975 gingen unsere Exporte gegenüber der Vergleichsperiode 1974 nominell um 7,2 %, real um 10,6% zurück. Der Umbruch wird umso deutlicher, wenn man sich die entsprechenden Wachstumsraten des Vorjahres in Erinnerung ruft: 1974 betrug das nominelle Wachstum 21,6%, das reale 7,5%. Das Jahr 1974 zeichnete sich allerdings durch ein ausserordentliches Wachstum aus; der heutige Stand der Ausfuhren liegt deshalb immer noch um 12 bis 13% über dem Stand der selben Periode 1973.

Die rückläufige Entwicklung macht sich keineswegs einheitlich bemerkbar, wie folgende Uebersicht zeigt:

- Maschinenindustrie - 4 Prozent
- Metallwaren und chemische Industrie - 14 bis 16 Prozent
- Textil-, Bekleidungs- und Uhrenindustrie - 25 Prozent

Erfreulicherweise hat sich der Dienstleistungssektor gut gehalten. So verzeichnet z.B. der Fremdenverkehr in den ersten 8 Monaten 1975 einen Rückgang der Logiernächte (ausländische Gäste) von "nur" 3,5%.

1975 ist die Industrieproduktion um 17% abgesunken, was einem Rückgang auf den Stand des ersten Quartals 1970 entspricht. Dementsprechend macht sich die Rezession auf dem Arbeitsmarkt spürbar. Die jüngsten Arbeitslosenzahlen lauten auf 12'500 Ganzarbeitslose (=0,4%) und 120'000 Kurzarbeiter. Im Vergleich zum OECD-Raum mit 15 Millionen bzw. 5,5% Arbeitslosen steht die Schweiz noch sehr gut da, was vor allem auf die Abwanderung der Fremdarbeiter zurückzuführen ist.

Es können insbesondere drei Gründe für die unerfreuliche Entwicklung genannt werden:

Erster und hauptsächlichster Grund ist die Rezession, d.h. der Nachfragerückgang auf unsern wichtigsten Absatzmärkten. Im OECD-Raum, auf den etwas mehr als 70% unserer Gesamtausfuhren entfallen, ist im ersten Halbjahr 1975 ein Importrückgang von rund 20% zu verzeichnen. Da sich die Situation im letzten Quartal etwas gebessert hat, rechnet man auf Jahresbasis mit einem Importrückgang von 10%, was unserem Ausfuhrrückgang (10,6%) ziemlich genau entspricht.

Der zweite Grund liegt vermutlich im Kursanstieg des Schweizer Frankens, durch den sich unsere Wettbewerbsfähigkeit, vor allem im Dollar-Raum, deutlich verschlechtert hat (der mittlere Aufwertungssatz des Schweizer Frankens erreicht gegenwärtig wieder etwa 40%).

- 19 -

Die Verschlechterung der Wettbewerbslage wird allerdings etwas relativiert durch die Tatsache, dass wir mit 5,4% (September) eine deutlich niedrigere Teuerungsrate aufweisen als die meisten westlichen Industriestaaten. Vorteile ergeben sich auch aus der Importverbilligung, wodurch unsere Austauschrelationen, die sogen. turns of trade, verbessert wurden: in den ersten 9 Monaten d. J. sind die Einfuhrpreise um durchschnittlich 2,5% gesunken, während die Ausfuhrpreise um 3,5 % angehoben werden konnten.

Den dritten Grund für die erwähnte Entwicklung bilden die strukturellen Verhältnisse in der Schweiz. Während der Zeit des unterbewerteten Frankenkurses bzw. der fixen Wechselkurse - der heutige Stand stellt in dem Sinne eine gewisse Korrektur dar - haben sich in einigen Bereichen Fehlstrukturen entwickelt, die jetzt korrigiert werden müssen.

2. Beurteilung der schweizerischen Wirtschaftslage

Allgemeine Anzeichen sprechen dafür, dass die kontrastiven Tendenzen allmählich anlaufen und die Talsohle weitgehend erreicht ist. Nach der neuesten Umfrage in Industrie und Handel scheinen sich gerade die von der Rezession am stärksten betroffenen Sektoren, nämlich die Textil-, Bekleidungs- und Uhrenindustrie, langsam zu erholen. Leichte Besserungen in bezug auf Bestellungseingänge zeigen sich auch bei der Chemischen und bei der Papierindustrie. Trotzdem lassen die verfügbaren binnen- und aussenwirtschaftlichen Indikatoren im Moment noch keine eindeutige konjunkturelle Tendenzwende erkennen. Die Industrie disponiert weiterhin sehr zurückhaltend, und es dürften auch weiterhin noch zusätzliche Produktionsdrosselungen erfolgen. Die technischen Produktionskapazitäten sind mit schätzungsweise 76% ungenügend ausgelastet. Trotz dieser ungenügenden Auslastung hat sich die Kostenstruktur deshalb nicht wesentlich verschlechtert, weil gleichzeitig die Arbeitsproduktivität zugenommen hat - vermutlich als Folge der erhöhten Arbeitsdisziplin.

Diese Ueberkapazität, verbunden mit einer deutlichen Zurückhaltung der Konsumenten - das Detailhandelsvolumen steht heute etwa 10% unter dem Vorjahresniveau; der Rückschlag konzentriert sich v.a. auf dauerhafte Konsumgüter -, lähmt die Investitionsbereitschaft der Unternehmer. Auf dem Bausektor sind die Kreditzusagen stark gestiegen - sie liegen um 16% höher als im Vorjahr -, trotzdem ist noch keine Erholung der Baukonjunktur in Sicht, werden doch die Kredite oft gar nicht ausgenützt angesichts des hohen Leerwohnungsbestandes, ungenützter Büroräumlichkeiten und der stagnierenden industriellen Investitionstätigkeit. Selbst im Falle einer Belebung der Nachfrage dürfte wegen der verfügbaren freien Produktionskapazitäten die eigentliche Aufschwungsphase erst mit einiger zeitlicher Verspätung einsetzen. Dies ist auch der Grund, weshalb der Bund versucht, mit Investitionsprogrammen etwas nachzuhelfen.

Zur vorsichtigen Haltung der Wirtschaft trägt aber auch die Einsicht bei, dass während des Booms, wie schon erwähnt, in unserem Land Strukturen herausgebildet haben, die nach einer Bereinigung rufen.

- 20 -

Bremsend wirken sich ferner der Stillstand in unserem demographischen Wachstum und der Konsumrückgang (Fremdarbeiter-Abwanderung) aus.

Daraus können folgende Schlussfolgerungen gezogen werden: Es fehlen ausreichende Impulse für eine nachhaltige Ueberwindung der gegenwärtigen Schwierigkeiten. Derartige Impulse können nur von der Auslandnachfrage ausgehen.

3. Die konjunkturelle Lage auf den wichtigsten schweizerischen Absatzmärkten

Aufgrund der jüngsten OECD-Analysen beginnt sich die Wirtschaftstätigkeit in den OECD-Ländern insgesamt etwas zu beleben. Man nimmt an, dass Mitte dieses Jahres die Talsohle erreicht worden ist. Je nach dem Wirtschaftsraum ergibt sich jedoch ein unterschiedliches Bild. Einen eindeutigen Aufschwung verzeichnen die USA und Japan.

In den USA nahm das BSP in den letzten Monaten ausserordentlich rasch zu (Zuwachsraten bis zu 11 Prozent); die Industrieproduktion ist im Steigen begriffen, und sowohl die industriellen wie die landwirtschaftlichen Exporte (Getreidelieferungen nach den UdSSR) haben neue Rekordhöhen erreicht. Trotzdem verzeichnen die USA immer noch 9,2% oder 8,5 Millionen Arbeitslose, während die Inflationsrate bei rund 7,5% liegt. In diesem Zusammenhang stellt sich die Frage, wie die private Konsumnachfrage, die 2/3 des US-Sozialproduktes ausmacht, auf den Wegfall der 1975 gewährten Steuerrabatte und auf eine angespanntere Geldversorgung reagieren wird. Immerhin ist im Hinblick auf die kommenden Präsidentschaftswahlen damit zu rechnen, dass die amerikanische Regierung auch 1976 eine expansive Wirtschaftspolitik betreiben und damit der konjunkturelle Aufschwung sich fortsetzen wird.

In Japan dürfte der Aufschwung auch 1976 noch anhalten; die Wachstumsrate, die bei 4,5 % liegt, ist allerdings nicht so spektakulär, als dass sich spürbare internationale Auswirkungen zeitigen könnten.

In Europa wird noch nicht von Aufschwung, sondern eher von Stabilisierung auf dem erreichten tiefen Niveau gesprochen. Die Kernfrage lautet, wie sich die antizyklischen Massnahmen in der Bundesrepublik Deutschland schliesslich auswirken und ob sie genügen werden, um einen Aufschwung auszulösen. Die niedrige Inflationsrate (etwas über 5%) und das Absinken des Aussenwerts der D-Mark haben die preisliche Konkurrenzfähigkeit deutscher Produkte zwar stark verbessert. Die BRD ist jedoch, wie die Schweiz, vornehmlich Lieferant von Investitionsgütern; solange die Weltnachfrage nach Investitionsgütern gedrückt ist, nützen auch Kursvorteile wenig. - Für Grossbritannien und Italien lauten die Prognosen pessimistisch. Man nimmt an, dass 1976 im gesamten OECD-Raum (Europa, USA und Japan) die Importe um durchschnittlich 5 Prozent zunehmen dürften, in bescheidenerem Ausmass also, als man Anfang 1975 gehofft hatte. Die stärkste Erholung wird für die Einfuhren der USA (8,5%) veranschlagt. Sollte diese Erhöhung tatsächlich eintreten, so dürfte sie sich auf die Schweiz nur mit erheblicher Verspätung auswirken. Dies aus zwei Gründen: Einerseits aus Gründen unserer Exportstruktur (hoher Anteil an Investitionsgütern), andererseits wegen der relativ ungünstigen geogra-

- 21 -

phischen Streuung unserer Exporte, indem ein relativ hoher Anteil auf den Dollar-Raum entfällt, wo die Benachteiligung wegen des Frankenkurses besonders gross ist.

Infolge der relativ langsamen Erholung der Weltwirtschaftslage und der immer noch starken Zunahme der Arbeitslosigkeit nimmt die Gefahr protektionistischer Einbrüche ständig zu. Das jüngste Beispiel hierfür liefert Schweden, das eine Importbeschränkung auf dem Schuhsektor sowie die Einführung eines Importbewilligungssystems auf dem Textilsektor beabsichtigt. Dieser Einbruch ist umso bedenklicher, als er von einem Land ausgeht, das wie die Schweiz zu den Ländern mit den stärksten wirtschaftlichen Reserven und dem höchsten Lebensstandard gehört. Die Signalwirkungsgefahr auf Länder, die viel grössere Schwierigkeiten aufweisen als Schweden, ist daher gross. Aus diesem Grunde wird dieses Thema denn auch auf die Traktandenliste der EFTA-Ministerkonferenz gesetzt.

An dieser EFTA-Ministerkonferenz wird auch Portugal zur Sprache kommen. Es ist geplant, dass die EFTA Massnahmen ins Auge fasst, um der portugiesischen Regierung in ihrer schwierigen Lage zu helfen. Im Vordergrund steht dabei die Aeuffnung eines sogen. Industrialisierungsfonds bzw. die Zusage finanzieller Kredit durch die einzelnen EFTA-Mitgliedstaaten. Die Schweiz wird sich einer derartigen Solidaritätsaktion anschliessen, sobald Portugal Projekte vorlegt, die effektiv eine Finanzierung erheischen.

4. Märkte ausserhalb des OECD-Raumes

Im Gegensatz zu Europa ist in den Entwicklungsländern die Nachfrage insbesondere nach Investitionsgütern stark gewachsen. Hier stellt sich das Problem zu verhindern, dass die noch auf lange Zeit bestehende Importnachfrage aus finanziellen Gründen gedrosselt werden muss - zum Schaden der Entwicklungsländer einerseits, aber auch zum Schaden von Ländern wie die Schweiz.

Im Rahmen der Entwicklungsländer nehmen die erdölproduzierenden Länder eine Sonderstellung ein. Hier stellt die Finanzierung kein Problem; die Importe sind denn auch in schwindelnde Höhen gestiegen. Wer diese Länder bereist, wird sich sofort des krassen Widerspruches zwischen dem Devisenreichtum einerseits und dem Zustand völliger Unterentwicklung anderseits bewusst.

5. Analyse der weltwirtschaftlichen Lage

In der Weltwirtschaft herrscht immer noch eine erhebliche Gleichgewichtsstörung, verursacht erstens durch die gleichzeitige Inflation, die die Kaufkraft zerstört, Fehlentwicklungen begünstigt und die Ausgleichsmechanismen des Preises ausschaltet sowie zu gleichzeitigen Restriktionsmassnahmen zwingt, die die Gefahr der Uebersteuerung in sich bergen. Eine zweite Ursache der Gleichgewichtsstörung liegt in der Umschichtung in den Zahlungsbilanzen, wie sie vor allem als Folge des Erdölschocks eingetreten ist. Es wäre falsch, aufgrund der diesjährigen Entwicklung sich damit zu beruhigen, es sei ja nicht so

- 22 -

dramatisch und schlimm ausgefallen, wie man anfänglich angenommen hatte. Im laufenden Jahr hat sich die Lage zwar tatsächlich beruhigt. 1974 erzielten die OPEC-Staaten einen Devisenüberschuss von 67 Milliarden Dollar. Demgegenüber erlitten die OECD-Länder ein globales Defizit von 33 Milliarden Dollar, die Entwicklungsländer ein Defizit von 16 Milliarden Dollar.

Die Zahlen für 1975:

OPEC-Ueberschuss	43 Milliarden Dollar
OECD-Defizit	3 Milliarden Dollar
Entwicklungsländer-Defizit	28 Milliarden Dollar

Für 1976 rechnet man mit einem wieder steigenden Ueberschuss der OPEC-Staaten; dies aus drei Gründen:

1. Erschöpfung der Aufnahmefähigkeit der OPEC-Märkte, d.h. Rückgang der Importe.
2. Zusätzliche Einnahmen aus den mit Petro-Dollars finanzierten Investitionen in den Industriestaaten.
3. Erneute Erhöhung der Erdölpreise.

Dementsprechend wird das OECD-Defizit auf 13 Milliarden ansteigen, wobei gerade kleine Länder sehr grosse Defizite - man rechnet mit 16-20 Milliarden Dollar - werden in Kauf nehmen müssen. Mit andern Worten: Das Problem der Gleichgewichtsstörung der Zahlungsbilanzen wird sich wiederum verschärfen.

Erfreulicherweise sind die Bemühungen um eine Neugestaltung der Weltwirtschaftsbeziehungen in eine neue, aktive Phase getreten. Man ist versucht zu sagen, dass die internationalen Anstrengungen seit der Zeit des Marshall-Planes noch nie so vielfältig und so dezidiert waren wie jetzt: der Sachzwang ist heute für jedermann offensichtlich. Heute sind die Verhältnisse jedoch viel komplexer als nach dem Zweiten Weltkrieg, als es galt, das Wirtschaftssystem wiederaufzubauen, weil die weltwirtschaftliche Interdependenz damals noch nicht so offensichtlich war. Die internationale Verhandlungsszene wird heute eindeutig von der politischen Dimension der Nord-Süd-Beziehungen und von der Notwendigkeit beherrscht, diese Beziehungen zu bereinigen. Sämtliche Gipfeltreffen führender Staatsmänner kreisen um die Themen Energie, Rohstoffhandel, internationale finanzielle Massnahmen für Entwicklungsländer.

Anlässlich meiner Ausführungen über die UNO-Weltwirtschaftscharta im vergangenen August habe ich gesagt, die Lage spitze sich auf die Frage Kooperation oder Konfrontation zu. Es ist bezeichnend, dass sich im August das Klima deutlich verbessert hat und dass alle Anzeichen auf Kooperation weisen. Das zeigt sich auch darin, dass die erwähnte Charta durch eine Resolution der 7. Sondersession der UNO-Generalversammlung im September ersetzt worden ist. Bei dieser Resolution handelt es sich um eine gegenüber der Charta gemässigtere politische Absichtserklärung aller Länder, die einstimmig angenommen wurde.

- 23 -

Die Bemühungen zur Einleitung eines Dialogs im kleinen Kreise konnten auch in der Vorkonferenz für die Einberufung dieses Dialogs, die Mitte Oktober in Paris stattfand, erfolgreich fortgesetzt werden. Am 16. Dezember soll dann die Konferenz der Erdölproduzenten, Entwicklungsländer und Industriestaaten beginnen. Dabei handelt es sich um eine neue Konzeption in der Auseinandersetzung zwischen Nord und Süd. Neu ist sie in dem Sinne, dass das Gespräch von der UNO auf einen auf 27 Teilnehmer beschränkten Kreis verlagert wird. Teilnehmer werden Vertreter von 12 Entwicklungsländern, 7 Erdölproduzenten und 8 Industriestaaten. Dabei wird zum vornherein ausgeschlossen, irgendwelche Beschlüsse durch Abstimmungen zu fassen. Vielmehr soll nach dem Konsensverfahren vorgegangen werden. Ferner wird die Tagung durch ein Ko-Präsidium - je ein Vertreter der industrialisierten Gruppe und der Entwicklungsländer - geleitet. Vorgesehen ist, mit einer gemeinsamen Bestandesaufnahme der Weltwirtschaftsprobleme zu beginnen. Kann Übereinstimmung in der Diagnose erreicht werden, dann wird auch die gemeinsame Verantwortung für die Lösung dieser Probleme anerkannt werden müssen: Schliesslich hofft man, unterschiedliche Prioritäten für konkrete Massnahmen auf einen Nenner zu bringen. Die Entwicklungsländer haben bereits eine Liste von Fragen unterbreitet, die Aspekte enthält, die bisher für die Industrieländer tabu waren (z.B. Indexierung der Rohstoff- und Energiepreise). Dementsprechend enthält auch der von den USA vorgebrachte Gegenvorschlag eine Reihe von Punkten, die bisher für die andere Seite tabu waren: Vereinbarungen über die Preisbildung für Erdöl, Sicherungen für langfristige Belieferung mit Erdöl und Rohstoffen u.a.

Ob und inwiefern diese Konferenz Ergebnisse zeitigen wird, ist sehr schwer zu sagen. Eines scheint mir immerhin offensichtlich: Der Dialog hat nur eine Chance, wenn sich die westlichen Industriestaaten in den Sachfragen genügend rasch und gut vorbereiten und ihre Anliegen überzeugend vorbringen können. Denn die andere Seite weiss genau, was sie will. Nachdem im Rahmen der OECD eine Reihe von Ausschüssen mit der Vorbereitung diverser Fragen betraut worden sind, besteht immerhin die Möglichkeit, dass es gelingen könnte.

Die Schweiz, die zurzeit den OECD-Exekutivausschuss in Sondersession präsidiert, ist natürlich an dieser Konferenz sehr interessiert. Denn sollten die Ordnungsprinzipien des Welthandels und des Währungssystems tatsächlich neu gestaltet werden, dann müssten diese auch in der Schweiz Anwendung finden, ob sie uns nun passen oder nicht. Während wir in der Vorbereitungsphase im Rahmen der OECD dabei sind, ist unsere Teilnahme am Verhandlungstisch der 27 noch nicht ausgehandelt. Fest steht bisher, dass die Industriegruppe sicher durch die USA, Japan und die EWG, ferner wahrscheinlich durch Kanada und Australien vertreten sein wird. Ein Sitz bleibt für einen Vertreter der OECD-Entwicklungsländer vorbehalten; für die restlichen zwei Sitze interessieren sich einerseits Finnland, Schweden und Norwegen, andererseits Oesterreich und die Schweiz. Die Sitzverteilung ist auch deshalb noch offen, weil Grossbritannien an seinem Anspruch auf Eigenvertretung festhält und damit die ganze Angelegenheit gefährdet.

- 24 -

Eine schweizerische Konferenzteilnahme - ob direkt oder indirekt - bedingt, dass auch wir unsere Haltung überdenken, d.h. vor allem auf dem Sektor Finanzhilfe aufholen müssen. Ein wichtiger Beitrag hiezu ist das Darlehen an die IDA, gegen das das Referendum ergriffen worden ist. Sämtliche OECD-Länder sind sich darin einig, dass der Stärkung der IDA erste Priorität zukomme. Sollte unser Beitrag am Referendum scheitern, dann hätten wir sehr grosse Mühe, uns an weiteren Diskussionen zu beteiligen. Eine weitere Bedingung ist die, dass wir in bezug auf Rohstoffregelungen eine konstruktive Haltung einnehmen, d.h. bereit sind, einerseits den Technologietransfer zu begünstigen, andererseits unsere Grenzen für Produkte der Entwicklungsländer offen zu halten und ferner in bezug auf Privatinvestitionen unsere Konzeption überzeugend zu vertreten.

6. Bilaterale Exportförderung

Parallel zu den internationalen Programmen befassen wir uns intensiv mit der Frage der Erschliessung neuer Märkte sowie der Verbesserung unserer Konkurrenzfähigkeit und Durchschlagskraft auf den OPEC-Märkten.

Im Vordergrund steht dabei die Exportfinanzierung: Verbesserung der Exportrisikogarantie und der Kreditkonzessionen, Massnahmen der Nationalbank in bezug auf eine Senkung der Zinssätze, Rediskontierung von Exportwechseln zu Vorzugszinsen, Diskontzusagen für längerfristige Exportkredite, Kurspflege des Schweizer Frankens, event. Assoziation an die europäische Währungsschlange. Ferner wird die Schaffung einer Exportbank geprüft. Eine solche Institution hätte jedoch nur dann einen Sinn, wenn unsere im internationalen Vergleich konkurrenzfähigen Zinse noch um etwa ein bis zwei Prozent gesenkt werden könnten, was sofort die Frage der Finanzierung dieser Exportbank aufwirft.

Geprüft wird ferner die Verstärkung unserer Handelsvertretungen sowie die Frage, inwieweit der Kapitalexport zur Stützung von Warenlieferungen aus der Schweiz benützt werden könnte. Vordringlich ist bei alledem, dass der Informationsfluss zwischen Banken und Industrie verbessert wird.

7. Zusammenfassung

- Der Aufschwung in der schweizerischen Wirtschaft ist abhängig von der Entwicklung der Auslandnachfrage. Die Wiedererstarkung der Auslandnachfrage dürfte langsamer und unspektakulärer ausfallen als anfänglich angenommen. Immerhin besteht ein Aufwärtstrend, wenn er sich auch auf unser Land mit zeitlicher Verzögerung auswirken wird.

- In bezug auf den Konkurrenzfaktor Preis bleiben wir wegen der anhaltenden Aufwertungstendenz des Schweizer Frankens und unserer relativ hohen Kosten weiterhin eher benachteiligt. Der Zwang, andere Konkurrenzfaktoren (Spezialisierung, Technologie, Innovation) zu stärken, ist daher sehr gross. Wir müssen ferner mit einer dauerhaften Verknappung und Verteuerung von Energie und Rohstoffen rechnen, woraus sich ein Zwang zur Rationalisierung und zu Einsparungen ergibt.

- 25 -

Mit andern Worten: Strukturanpassungen sind nicht nur unvermeidlich, sie sollten allenfalls sogar durch staatliche Massnahmen gefördert werden. Die Zeiten überbordender Wachstumsraten sind endgültig vorbei.

H. Hofer

Ich teile die von H. Jolles geäusserten Bedenken über das gegen das IDA-Finanzhilfedarlehen ergriffene Referendum. Ferner ist es sehr zu begrüssen, dass sich die EFTA des Portugal-Problems anzunehmen gewillt ist. Man kann nur hoffen, dass die Hilfe noch rechtzeitig gewährt wird. Wir werden wohl kaum handeln, bevor die EFTA ihre Beschlüsse gefasst hat?

H. Jolles

Die EFTA-Ministerkonferenz wird vermutlich grundsätzlich beschliessen, Portugal einen Beitrag in Form von Krediten für bestimmte Projekte zu leisten. Die Schweiz ist jedenfalls der Meinung, dass es besser sei, konkrete Projekte zu finanzieren statt einen Fonds zu äufnen. Wir müssen den Portugiesen helfen, derartige Projekte zu finden, und erst dann einen finanziellen Beitrag leisten. Das gibt uns auch die Möglichkeit, die Hilfe zu dosieren und sie nur dann zu gewähren, wenn deren Sinn und Ziel sichergestellt ist.

H. Hofer

Das schlimme daran ist, dass die gegenwärtige Regierung Portugals keinen klaren wirtschaftspolitischen Kurs steuern kann und dass infolgedessen auch keine wirtschaftspolitische Konzeption besteht.

H. Jolles

Deshalb muss man ihr helfen. Aus diesem Grunde hat jetzt auch die EWG eine Delegation gebildet, die nach Portugal geschickt werden soll.

H. Alder

1. Nach den Ausführungen von H. Jolles haben die OPEC-Staaten für Milliardenbeträge Waren eingeführt, gleichzeitig sei jedoch das Ausfuhrvolumen der OECD-Staaten zurückgegangen. Woher stammten die OPEC-Importe?
2. Wäre es in bezug auf Portugal nicht angebracht, gewisse Garantien zu verlangen bzw. Auflagen zu machen - dasselbe Problem stellt sich ja auch in bezug auf die Entwicklungsländer - und damit in gewissem Sinne die innenpolitische Situation des Landes zu steuern?
3. Wie steht es um den Beitritt der Schweiz zur europäischen Währungsschlange? Inwiefern würde ein Beitritt die Währungsrelationen zu Grossbritannien, Italien und den USA tangieren? Würde unser Beitritt innerhalb der Schlange tendenziell Kurskorrekturen bewirken?

- 26 -

M. Baechtold

Lors de la session de septembre dernier, lorsque nous avons discuté du compte rendu de l'activité gouvernementale 1971-1975, j'ai demandé au président de la Confédération, en relation avec l'état de notre économie et en fonction de notre politique monétaire, comment il se faisait qu'apparemment des pays comme la France, l'Allemagne, le Japon, les Etats-Unis étaient déjà dans une phase de relance alors que nous-mêmes étions toujours dans une situation moins bonne. M. Graber m'a répondu de façon très positive - c'est le moins que l'on puisse dire - que si l'on comparait les mesures prises à l'étranger avec celles que nous avons prises chez nous, cette comparaison était très en notre faveur. J'aimerais reposer cette question aujourd'hui, dans la situation actuelle, pour tâcher d'y voir plus clair et non pas pour obtenir une réponse contradictoire.

H. Kaufmann

In der Presse war davon die Rede, der schweizerische Beitritt zur Schlange würde in etwa 14 Tagen vollzogen. Besteht diesbezüglich ein Stundenplan? Besteht nicht die Gefahr, dass die Inflation durch einen Schlangenbeitritt erneut angeheizt bzw. importiert würde?

Frau Blunschy

Der hohe Frankenkurs wirkt sich für einige Sektoren unserer Industrie sehr nachteilig aus. Zu diesem gehört die Möbelindustrie, die durch die massenhaften billigen Importe in eine sehr schwierige Lage gebracht worden ist. Besteht nicht die Möglichkeit, eventuell durch protektionistische Massnahmen, wie sie ja auch Schweden jetzt zu ergreifen beabsichtigt, der Möbelindustrie unter die Arme zu greifen? Betroffen werden vor allem auch kleinere Berggemeinden im Kanton Schwyz, in denen in bezug auf Arbeitsplätze meist keine Ausweichmöglichkeiten bestehen.

H. Jolles

Die Währungsschlange ist ein gemeinsames Anliegen der Handelsabteilung und des eidg. Finanz- und Zolldepartementes. Meine nachfolgenden Ausführungen basieren auf der Ansicht der Handelsabteilung.

zu H. Alder

1. Der OPEC-Markt macht nur einen kleinen Teil des heutigen Weltmarktes aus. Die schweizerischen Ausfuhren nach den OPEC-Staaten z.B. sind in den ersten 9 Monaten 1975 um 44% gestiegen; der Anteil der OPEC an unserer Gesamtausfuhr beträgt jedoch nur 6 1/2%. Aehnliche Relationen gelten auch für andere Länder.

2. Portugal: Auflagen innenpolitischer Art kommen für einen neutralen Staat nicht in Frage, ebenso wenig für die EFTA - im Gegensatz zur EWG, die für ihre Hilfe eine pluralistische Demokratie zur Bedingung macht. Hingegen ist es möglich, wirtschaftliche Auflagen zu machen, indem man nur berechnete, konkrete Projekte zu finanzieren bereit ist. Natürlich kann damit nicht jedes Risiko weggeschafft werden - die

portugiesische Verwaltung hat sich weder heute noch unter dem früheren Regime durch besondere Effektivität ausgezeichnet...

3. Währungsschlange. Die Währungsrelationen werden durch unsern Beitritt nicht betroffen. Der schweizerische Beitritt kann in keiner Weise dazu benützt werden, die Marktkurse, wie sie sich unter dem System des Floatings herausgebildet haben, zu korrigieren. Inhalt der Währungsschlange ist eine technische Vereinbarung zwischen den beteiligten Notenbanken, ausgehend von einem Mittelkurs die Schwankungsbreiten der gegenseitigen Wechselkurse auf je $2\frac{1}{4}$ % nach oben und unten zu beschränken. Die Schlangenmitglieder verpflichten sich zur Intervention, wenn die Schwankungen einer Währung mehr als $2\frac{1}{4}$ % betragen.

Unser Vorteil liegt darin, dass die Kurspflege der Nationalbank wirkungsvoller ist, wenn sie nicht isoliert, sondern im Verein mit den andern Notenbanken und zudem nicht nur in bezug auf den Dollar, sondern auch in bezug auf europäische Währungen erfolgen kann. Unsere Hauptsorge ist zur Zeit die Relation zur D-Mark. Sie über den Dollar zu beeinflussen, erforderte Riesenbeträge. Sehr viel wirksamer und "billiger" wäre die Beeinflussung des D-Marktkurses durch direkte An- bzw. Verkäufe von D-Marks. Da die deutsche Notenbank ebenso wenig wie die unsere an einer Internationalisierung ihrer Währung interessiert ist, werden die entsprechenden Swap-Kredite nur im Rahmen der Währungsschlange zur Verfügung gestellt.

Die Relation zum Dollar würde durch unsern Beitritt nur indirekt beeinflusst. Je grösser jedoch die Macht und ^{die} gegenseitige Stabilität der europäischen Währungen, desto grösser der Druck auf die amerikanischen Währungsbehörden, ihrerseits ebenfalls Massnahmen zu ergreifen. Hier liegt ein grundsätzlicher Aspekt: Die Währungsreform ist in Schwierigkeiten geraten wenn als Vorleistung auf diese Währungsreform im europäischen Raum eine gewisse Stabilität hergestellt werden kann, schafft man damit nicht nur ein Präjudiz, sondern übt auch einen gewissen Druck auf andere Länder aus, sich ihrerseits stabilitätsbewusster zu verhalten.

zu H. Kaufmann

Der Beitritt zu einem derartigen Währungsverbund bedingt unter den Mitgliedern eine vergleichbare Wirtschaftspolitik, d.h. zum Beispiel dass man der Inflationsbekämpfung gleiche Bedeutung beimisst. Länder wie die BRD und die Niederlande sind ebenso stabilitätsbewusst wie die Schweiz und verzeichnen eine ebenso niedrige Inflationsrate. Frankreich, das einen sehr mutigen Stabilitätskurs befolgt hatte, lockert heute etwas auf, ohne dass das bereits eine starke inflationäre Komponente beinhaltet. Desungeachtet muss man selbstverständlich vermeiden, in einen Inflationssog zu gelangen, sollte es im Rahmen der Schlange zu einem solchen kommen. Deshalb ist die Feststellung für uns sehr wichtig, dass es sich bei der Schlange nur um eine technische informelle Vereinbarung zwischen den Notenbanken über Interventionen zur Kurspflege handelt. Unter diesen Voraussetzungen sind wir an einen Beitritt interessiert.

- 28 -

Ob unser Beitritt zustande kommen wird oder nicht, wird sich in Kürze erweisen. Am 22. September hatten zwar alle Beteiligten, Frankreich eingeschlossen, unsern Beitritt grundsätzlich befürwortet, ein gewisses Land wollte aber noch einige Punkte abgeklärt und auch auf andern Sektoren eine Bereinigung vorgenommen haben, was wir strikte ablehnten. Nun gilt es abzuwarten. Sollte keine Einstimmigkeit erzielt werden können, dann werden wir auf den Beitritt verzichten.

ad M. Baechtold

Nous devons constater que chez nous la récession a été beaucoup plus lente que dans les autres pays. Je vous ai indiqué les taux de croissance de nos exportations pour l'année dernière et pour les neuf premiers mois de 1975. Durant cette période nous avons encore eu une croissance accélérée tandis que la plupart des autres pays étaient déjà sur la pente descendante. Il y a eu donc un certain décalage en notre faveur et actuellement nous avons le même décalage en notre défaveur, la raison étant la structure de notre secteur industriel: spécialisation particulière des produits et importance de ceux d'investissement. Pour ces derniers, le ralentissement de la demande s'effectue moins rapidement du fait que les commandes sont faites bien à l'avance et que leur exécution nécessite un délai plus long. Quant aux produits spécialisés, on y renonce moins rapidement que pour des biens de consommation courante.

Pour ce qui est de l'efficacité de nos mesures par rapport à celles d'autres pays, il est difficile de porter un jugement. Les Allemands, par exemple, ont certainement une législation beaucoup plus complète et sophistiquée que nous, cependant les résultats de leurs mesures n'ont pas été beaucoup plus brillants. Les mesures prises par le Conseil fédéral sont équivalentes à celles prises dans d'autres pays et les effets ont été également à peu près comparables.

zu Frau Blunschy

Wir sind uns der kritischen Lage der Möbelindustrie bewusst und haben entsprechende Konsultationen aufgenommen. Wegen dieses spezifischen Sektors können wir unsere grundsätzliche handelspolitische Konzeption jedoch nicht ändern; denn das bedeutete einen Bruch des Freihandelsvertrages mit der EWG, wollten wir irgendwelche Schutzmassnahmen ergreifen. Schweden begründete seine Schutzmassnahmen mit kriegswirtschaftlichen Motiven, was wir freilich nicht anerkennen. Protektionistische Massnahmen auf dem Industriesektor hätten sehr rasch Gegenmassnahmen zur Folge. Auch wir überlegen uns, was gegenüber Schweden zu tun sei.

In bezug auf die Möbelindustrie sind wir dann bereit einzuschreiten, wenn die ausländische Konkurrenz sich irgendwelcher Dumpingpraktiken schuldig macht. Bisher besitzen wir keine derartigen Nachweise. Etwaige Beobachtungen wären sofort dem Vorort zu melden.

6) Orientierung über die dritte vermögensrechtliche Verhandlungsrunde mit der DDR

H. Probst

Sowohl die Aussenwirtschaftskommissionen wie die beiden Räte sind in der September-Session unserem Antrag gefolgt, es sei noch das Ergebnis der dritten vermögensrechtlichen Verhandlungsrunde des EPD mit der DDR abzuwarten, bevor über die Inkraftsetzung des von der Handelsabteilung mit der DDR ausgehandelten Wirtschaftsabkommens endgültig Beschluss gefasst wird. Die Haltung der Landesregierung in dieser Angelegenheit wurde von Ihrer Kommission, wie es in Ihrem Communiqué vom 19. August hiess, "nachdrücklich unterstützt". Durch die integrale Genehmigung des das Wirtschaftsabkommen zwischen der Schweiz und der DDR mit einschliessendem Fünften Berichts zur Aussenwirtschaftspolitik hatten die Räte den letzten Entscheid über die Inkraftsetzung dieses Abkommens jedoch bewusst dem Bundesrat überlassen.

Formell bestünde damit eigentlich kein Anlass mehr, hier nochmals darauf zurückzukommen. Wenn wir es dennoch tun, so geschieht es angesichts der Aufmerksamkeit, die Sie der Angelegenheit und ihren verschiedenen Aspekten entgegengebracht haben. Es wird Sie interessieren, über die soeben durchgeführte neue vermögensrechtliche Verhandlungsrunde etwas mehr zu erfahren, als aus der recht lakonischen Pressemitteilung ersichtlich war. Der Vorsteher des EPD beabsichtigt seinerseits, die Kommissionen für Auswärtiges im Laufe dieses Monats über die letzte Entwicklung im vermögensrechtlichen Sektor ins Bild zu setzen. Hierzu besteht umso mehr Anlass, als der Vermögenskomplex in den Zuständigkeitsbereich des Politischen Departementes fällt. Angesichts der Verquickung zwischen den vermögensrechtlichen und den von uns besorgten Wirtschaftsverhandlungen schien es uns aber richtig, auch Ihrer Kommission hierüber Aufschluss zu geben.

Die dritte vermögensrechtliche Verhandlungsrunde, um die es hier geht, fand in der Zeit vom 28. bis 30. Oktober in Bern statt. Die schweizerische Delegation wurde durch Botschafter E. Diez, Leiter der Völkerrechtsdirektion im EPD, angeführt; die DDR-Delegation stand unter Leitung des stellvertretenden Leiters des Amtes für den Rechtsschutz des Vermögens in Ostberlin, Dr. H. Geschwandtner.

Botschafter Diez hat mich in grossen Zügen über den Verlauf der Verhandlungen mündlich orientiert. Die Ergebnisse und der heutige Stand der Vermögenssache lassen sich in den nachstehenden 8 Punkten (samt einigen Kommentaren) zusammenfassen.

1. Es wurde weitgehend Klarheit über das einzuschlagende Verfahren bei der Anmeldung schweizerischer Vermögenswerte in der DDR erzielt.

- 30 -

Dies war keine leichte Aufgabe. Erinnerung sei, dass vom EPD mehr als 10'000 Einzeldossiers zu instruieren sind. Es musste zwischen den Parteien Übereinstimmung erzielt werden, was überhaupt an Dokumenten zwecks Nachweises des schweizerischen Rechtsanspruches zu erbringen ist. Der seit diesem Frühjahr mit 400 Dossiers, die der DDR überreicht wurden, durchgeführte Test hat sich als sehr nützlich und klärend erwiesen. Dabei sind allerdings Schwierigkeiten nicht ausgeblieben. Es gilt zu bedenken, dass seit dem für das Bestehen des Schweizerbürgerrechts und des Eigentumsanspruches fixierten Stichdatum vom 8. Mai 1945 (Kriegsende) gut 30 Jahre verflossen sind. Für viele der hängigen Fälle, z.B. bei Grundeigentum, sind die Unterlagen, so namentlich das lokale deutsche Grundbuch, durch die Ereignisse der letzten Kriegsmomente in Ostdeutschland zerstört worden, was erforderlich macht, die Eigentumsverhältnisse mühsam wieder zu rekonstruieren. Das Verfahren wird also auf jeden Fall zeitraubend sein.

Eine weitere Frage geht in diesem Zusammenhang dahin, ob wir im Laufe der fortschreitenden Verhandlungen auf Rückgabe oder Entschädigung der unter staatliche Verwaltung gestellten Vermögenswerte tendieren sollen. Die Rückgabe wird nach Ablauf von 30 Jahren meist kaum mehr möglich und sinnvoll sein. Vieles wurde in den Kriegswirren, wenn man an Liegenschaften denkt, zerstört und ist heute in der ursprünglichen Gestalt nicht mehr vorhanden. Anderes wurde von der DDR auf eigene Kosten wieder aufgebaut. Eine gegenseitige Ausscheidung, was konkret wem zukommt, lässt sich in solchen Fällen schwerlich mehr bewerkstelligen. Man sucht also in der Regel besser nach einer Entschädigungslösung.

Hier, in der Entschädigungsfrage, liegt aber nach wie vor das Kernproblem. Die Suche nach einer angemessenen Lösung wird von der schweizerischen Delegation materiell aufgrund der bereits auf dem Tische liegenden Fälle vorangetrieben. Dabei zeigt sich freilich, dass sich die DDR nicht verbindlich äussern kann oder will, bevor sie nicht den Ueberblick über sämtliche Fälle besitzt. Da auch von uns eine Globalregelung angestrebt wird, erscheint dies nicht völlig abwegig.

Im übrigen hat sich erneut bestätigt, dass es die DDR zu vermeiden sucht, sich in dieser Hinsicht abschliessend festzulegen, solange sie parallel zur schweizerischen Verhandlung mit rund 30 weiteren Staaten gleichartige - wenn auch bedeutend weniger umfangreiche - vermögensrechtliche Verhandlungen führt. Es versteht sich von selbst, dass das EPD diese Gespräche mit Drittstaaten sehr aufmerksam verfolgt.

2. Ein weiteres wesentliches Ziel, das sich die schweizerische Seite in dieser dritten Verhandlungsrunde gesetzt hatte, bestand namentlich darin, sich vermehrte Klarheit über den eigentlichen Umfang des Verhandlungsgegenstandes zu verschaffen. Auch hier wurden nützliche Fortschritte erzielt, wobei freilich verschiedene Fragen noch weiter zu vertiefen sind.

Ich greife zu diesem Punkt, um die Komplexität der Materie zu illustrieren, einige Aspekte heraus:

Bekanntlich wurde das ganze im heutigen Gebiet der DDR gelegene ausländische Vermögen zunächst durch die Kontrollratsbeschlüsse während der Sowjetbesetzung und in deren Nachfolge ab 1949 seitens der DDR unter sog. treuhänderische Verwaltung gestellt. Was die darunter fallenden zahlreichen Liegenschaften von Schweizern betrifft, so wissen wir heute, dass das Eigentum jener Schweizer, die in ihrem Hause wohnen geblieben sind und weiter darin leben, grundsätzlich frei geblieben ist. Dies gilt prinzipiell auch für das im Hause befindliche Mobiliar. Es wird nun darum gehen, diese Fälle, die uns wegen der lange unterbrochenen Verbindungen nur teilweise bekannt sind, zu identifizieren und dementsprechend die Freistellung zu gewährleisten. Wieviele Fälle von dieser an sich positiven Regelung profitieren können, lässt sich momentan noch schwer abschätzen. Das EPD besitzt, wie schon erwähnt, rund 10'000 Einzeldossiers von Schadensfällen. Bei Kriegsbeginn lebten im östlichen Teil Deutschlands rund 8'000 Schweizer, bei Kriegsende waren es ihrer noch rund 5'000; heute schätzen wir sie auf rund 3'000 (wovon die Hälfte Doppelbürger). Es wird hier noch eine Menge Klein und Identifikationsarbeit erforderlich sein.

Eine weitere für uns wichtige Feststellung war, dass Vermögensrechte, die zeitlich nach dem für die Verhandlung massgebenden Stichtag vom 8. Mai 1945 (Kriegsende) von Schweizern erworben worden sind, frei bleiben, also nicht unter sog. "treuhänderischer Verwaltung" stehen.

Ein wichtiges Problem ist jenes der Doppelbürger. Zahlreiche in Deutschland niedergelassene Schweizer hatten seit langem, meist schon vor dem Krieg, neben der angestammten schweizerischen auch die deutsche Staatsangehörigkeit erworben. Die DDR stellt sich auf den - völkerrechtlich vertretbaren - Standpunkt, dass sie befugt sei, einen schweizerisch-deutschen Doppelbürger allein wie ihren eigenen Staatsangehörigen, ohne Berücksichtigung des zweiten Bürgerrechts, zu behandeln. Eine solche Person falle damit aus der Verhandlung heraus. Was jene Doppelbürger anbetrifft, die, neben der schweizerischen, die Staatsangehörigkeit eines Drittstaates besitzen, so soll auf den Wohnsitz (nötigenfalls auf die engere Verbindung) als dem massgebenden Kriterium abgestellt werden. Auch dies widerspricht der Völkerrechtspraxis nicht. Kommt der Betreffende nicht als Schweizerbürger zum Zug, so ist sein Fall gegenüber der DDR durch den Staat seiner anderen Staatsangehörigkeit, also den Drittstaat zu vertreten. Wichtig ist vor allem, dass sich überhaupt jemand seines Falles annimmt.

In einen ähnlichen Zusammenhang fällt die Frage nach der Legitimation juristischer Personen zur Geltendmachung von Ansprüchen. Während wir in der Schweiz zur Feststellung der "Nationalität" in der Regel auf die Beherrschung der juristischen Person abstellen, gilt für die DDR - wie dies auch in anderen Staaten der Fall ist - der Sitz der Gesellschaft als Kriterium. Nach dieser Auffassung könnten wir also die Interessen einer zwar schweizerisch beherrschten, aber in einem Drittstaat ihren Sitz aufweisenden Gesellschaft in der DDR nicht geltend machen. Man wird noch prüfen müssen, ob man sich damit abfinden kann, sofern der Drittstaat seinerseits bei der DDR die Ansprüche der betreffenden juristischen Person mit Sitz auf seinem Territorium gel-

- 32 -

tend macht. Auf jeden Fall ist dafür zu sorgen, dass die Interessenten schliesslich nicht zwischen Stuhl und Bank fallen.

Weitere Probleme in bezug auf bewegliches Vermögen, Kulturgüter, Sammelkonti, Sozialversicherungsansprüche usw. bedürfen noch zusätzlicher Prüfung. Sie seien hier nur der Vollständigkeit halber erwähnt.

3. Es wurden in den Oktober-Verhandlungen gewisse Erleichterungen in bezug auf die Beibringung von Unterlagen und Nachweisen für die persönliche und sachliche Legitimation erreicht.

So hat man beispielsweise seitens der DDR auf individuelle Bürgerrechtsbestätigungen verzichtet und will sich mit schweizerischen Sammelbestätigungen begnügen.

Ebenso hat die DDR auf ihre ursprüngliche Forderung, dass die Erbscheinigungen, denen natürlich nach rund 30-jährigem Zeitablauf beträchtliches Gewicht zukommt, gemäss deutschem Verfahren ausgestellt sein müssten, fallen lassen und wird sich mit Bescheinigungen nach schweizerischer Vorschrift zufrieden geben. Angesichts des enormen Umfangs des Contentieux sind solche und ähnliche Erleichterungen von recht erheblicher Tragweite.

4. Ein erster Teil der bis jetzt schweizerischerseits der DDR übergebenen Dossiers zu Einzelfällen konnte abgeklärt werden.

Bei den restlichen Fällen erweisen sich aus den schon zuvor erwähnten praktischen Erschwerungen Rückfragen und Kontrollen erforderlich, die seitens des EPD sogleich an die Hand genommen werden.

5. Das weitere Verfahren zur Behandlung der noch offenen, bereits übergebenen oder noch zu übermittelnden Einzelfälle wurde festgelegt.

Zu diesem Zweck sind für den Mai 1976 in Berlin neue technische Gespräche vereinbart worden. Dabei sollen jene Fälle aus dem Paket der 400 bereits überreichten Dossiers, die noch ungeklärt geblieben waren, bereinigt werden. Ausserdem sollen mehrere hundert weitere Fälle rechtzeitig vor der Mai-Session übermittelt werden. Um diesen Prozess der Bestandsaufnahme zu beschleunigen und dadurch die Voraussetzung für weitere Verhandlungsfortschritte zu schaffen, hat sich das EPD entschlossen, seinen mit dieser Aufgabe betrauten Mitarbeiterstab durch eine Anzahl temporärer Sachbearbeiter namhaft zu erhöhen.

6. Die weiteren Forderungen, die im Zusammenhang mit dem Problem der Rechtsnachfolge des alten Deutschen Reiches stehen, wurden erläutert und dargelegt. Diese sehr komplexen Fragen müssen von beiden Seiten noch eingehend geprüft werden.

Es handelt sich bei diesen Forderungen einerseits um die Kategorie der sog. Frankengrundschulden (Staatsverträge mit dem Deutschen Reich von 1920 und 1923), andererseits um den noch offenen Restbetrag der sog.

- 33 -

Clearing-Milliarde. Während dieser Komplex mit der BRD im Londoner Schuldenabkommen bis zu einem Anteil von 750 Mio Franken an der Clearing-Milliarde geregelt worden ist, blieb ein Restanteil von 250 Mio für die DDR pro rata "reserviert". Die schweizerische Delegation hat nun auch diese Forderungen in aller Form angemeldet.

Sie stösst damit indessen auf die grundsätzliche Weigerung der DDR, für sich die Rechtsnachfolge des alten Deutschen Reichs anzuerkennen. Die DDR stützt sich statt dessen auf eine Art "Optionstheorie", wonach sie sich nur für gewisse Materien als teilweise Nachfolgerin des Reiches betrachtet. Ausserdem macht sie gewisse Gegenforderungen (ehemals deutsches Reichsvermögen in der Schweiz) geltend. Solche Gegenforderungen könnten freilich unsererseits nur dann allenfalls erwogen werden, wenn die DDR ihrerseits ihre Verpflichtungen als Rechtsnachfolgerin des Reiches anerkennen würde. Hier liegt noch ein harter Brocken vor den schweizerischen Unterhändlern.

7. Wenn auch noch zahlreiche Fragen offen stehen und die DDR-Delegation sich ausserstande erklärt hat, sich über Fragen der Bewertung zu äussern, einen endgültigen Entscheid zur Frage der Legitimation zu treffen und vor allem sich zur endgültigen Berechnung einer Globalentschädigung vernehmen zu lassen, so glaubt der schweizerische Delegationschef doch feststellen zu können, die bisherige Verhandlungsführung der DDR lasse darauf schliessen, dass sie die bei Aufnahme der diplomatischen Beziehungen gegebene Zusicherung im Hinblick auf eine Lösung der noch offenen vermögensrechtlichen Fragen eingehalten hat. Das ergibt sich auch aus einem Vergleich mit dem bisherigen ebenfalls erst provisorischen Verhandlungsergebnis der anderen westlichen Staaten, die mit der DDR verhandeln.

8. Das bisherige Verhandlungsergebnis wird gestatten, voraussichtlich noch dieses Jahr (also 1975) den geplanten Aufruf mit Verwirklichungsfrist zu erlassen, um die bisher noch nicht angemeldeten Fälle von schweizerischen Vermögen in der DDR zu erfassen.

Soweit das Ergebnis der dritten Verhandlungsrunde. Als spektakulär ist es gewiss nicht zu bezeichnen. Wir wissen, dass noch eine lange Strecke Weges zu durchlaufen ist, bis wir ans Ziel gelangen. Die Bemühungen des EPD werden denn auch mit allem gebotenen Nachdruck fortgesetzt werden. Bei realistischer Betrachtungsweise entspricht aber das Ergebnis ungefähr unseren Erwartungen. Das EPD stimmt mit uns unter diesen Umständen überein, dass mit der Inkraftsetzung des Wirtschaftsabkommens zwischen der Schweiz und der DDR nicht länger zugewartet werden sollte. Ueber das wirtschaftliche Interesse, das für uns hierfür besteht, brauche ich mich nicht nochmals auszulassen. Herr Bundesrat Brugger hat dies im August schon einlässlich getan. Wir sind überzeugt, dass mit einem Aufschub der Inkraftsetzung kaum etwas gewonnen wäre. Leidtragende wäre zur Hauptsache unsere ohnehin stark unter der Rezession leidende Exportwirtschaft, die darauf angewiesen ist auf bisher eher vernachlässigte, ausbaufähige Märkte ausweichen zu können. Das EPD glaubt seinerseits, dass eine Absage durch uns im

- 34 -

im Wirtschaftssektor sich umgekehrt auch auf die vermögensrechtlichen Verhandlungen, in denen eine ostdeutsche Trotzreaktion durchaus im Bereiche des Möglichen läge, nur negativ auswirken würde.

In Abwägung all dieser Faktoren beabsichtigt deshalb das EVD, dem Bundesrat, in vollem Einvernehmen mit dem EPD, die Inkraftsetzung des Handels- und Wirtschaftsabkommens zwischen der Schweiz und der DDR vom 27. Juni 1975 auf den 1. Januar 1976 zu beantragen.

H. Hofer

Wir haben kein wirksames Druckmittel in der Hand, weder der Bundesrat gegenüber der DDR noch die Kommission gegenüber dem Bundesrat. Die an unserer letzten Sitzung gestellte Bedingung ist als erfüllt zu betrachten. Ist die Kommission hiermit befriedigt?

H. Alder

Die Situation ist nach wie vor unbefriedigend. Ich habe den Eindruck, das Wirtschaftsabkommen mit der DDR sei uns mit dem Versprechen abgerungen worden, mit der Inkraftsetzung zuzuwarten, bis befriedigende Ergebnisse vorliegen, und das sei nun, so findet wenigstens die Verwaltung, der Fall.

H. Hofer

Es ist wie mit einer Interpellation: es kommt auf dasselbe heraus, ob man sich als befriedigt oder unbefriedigt erklärt - es hat keine Folgen. Es war schon im August klar, dass das Ganze eine Ermessensfrage sein würde. Diese Ermessensfrage ist seitens unserer Verhandlungsdelegation positiv beantwortet worden, und davon haben wir Kenntnis zu nehmen.

H. Probst

Ich möchte den Eindruck vermeiden, wir seien von der dritten Verhandlungsrunde mit der DDR befriedigt. Wir wussten zum voraus, dass man nicht von Befriedigung wird sprechen können.

Mit dem Wirtschaftsabkommen versuchten wir, die DDR unter Druck zu setzen und sie wenigstens zu gewissen Konzessionen in den vermögensrechtlichen Fragen zu bewegen. Die Druckmöglichkeiten sind bis zum letzten ausgeschöpft. Im übrigen heisst es im fünften Bericht vom 6. August 1975 zur Aussenwirtschaftspolitik (Seite 56), der Bundesrat behalte sich vor, "noch das Ergebnis dieser neuen vermögensrechtlichen Verhandlungsrunde abzuwarten, bevor er über die Inkraftsetzung des vorliegenden Abkommens endgültig Beschluss fasst". Von einem "befriedigenden Ergebnis" steht hier nichts.

H. Hofer

Es war unsere Kommission, die "befriedigende Ergebnisse" verlangte - auch wenn sie wusste, dass diese Formulierung nicht mehr als eine Floskel sein kann - , dagegen hat sie auf ein ausdrückliches Junktim verzichtet.

- 35 -

Nachdem nicht nur in der Botschaft, sondern auch im Parlament nachdrücklich erklärt worden ist, die Schweiz sei am Handelsvertrag mehr interessiert als die DDR, kann man natürlich nicht mehr von einem Druckmittel sprechen.

H. Jolles

1. Ich bin vom erzielten Zwischenergebnis persönlich doch ziemlich beeindruckt. Wie ich Ihnen im August darlegte, habe ich die ersten Kontakte zur DDR angeknüpft und die vermögensrechtlichen Ansprüche der Schweiz angemeldet. Damals war die Stimmung noch sehr negativ. Es bedurfte daher eines grossen Einsatzes, damit die juristische Grundlage unseres "Ansinnens" überhaupt anerkannt wurde. Die jüngste Verhandlungsrunde zeigt, dass unsere rechtsstaatlich fundierten Erwägungen grundsätzlich anerkannt werden (Ausnahme: Rechtsnachfolge für das Deutsche Reich).

2. Angesichts der komplizierten und komplexen juristischen Fragen wird es noch Jahre dauern, bis ein abschliessendes Ergebnis vorliegt. Die politischen und prestigebedingten Druckmöglichkeiten sind erschöpft, vor allem nach dem die DDR Mitglied der Vereinten Nationen geworden und damit sozusagen rehabilitiert ist.

Ein weiter dauernder vertragsloser Zustand im Wirtschaftsbereich würde sich zweifellos nur zu unserem Schaden auswirken.

H. Hofer

Können jetzt schon Angaben über die Höhe der Konkursdividende gemacht werden?

H. Probst

Ich persönlich wage keine Prognose; selbst H. Diez tappt im Ungewissen. Man weiss nicht einmal, was mit den 250 Millionen aus dem Clearingsabkommen geschieht. Ueber die Höhe anderer Schäden hat auch das EPD noch kein vollständiges Bild.

H. Hofmann

Es erscheint mir nicht notwendig, im Plenum nochmals auf die Sache zurückzukommen. Auch sehe ich nicht, in welchem Zusammenhang dies geschehen könnte. Im übrigen liegt ja offensichtlich auch politisch "nichts mehr drin".

H. Probst

Die vermögensrechtlichen Verhandlungen werden nicht von der Handelsabteilung geführt, sondern vom EPD. Dieses wird denn auch den Kommissionen für auswärtige Angelegenheiten Bericht erstatten. Der Konnex zu Ihrer Kommission ergab sich daraus, dass wir das Handelsabkommen mit der DDR in bezug auf die Vermögensverhandlungen als Druckmittel benutzten.

- 36 -

H. Hofer

beantragt, im Plenum nicht mehr auf die Angelegenheit zurückzukommen, da sie in die Kompetenz der Kommission für auswärtige Angelegenheiten gehört.

H. Hofmann

Wir können immerhin feststellen, dass die Oststaaten sehr auf ihr Ansehen im Westen bedacht sind. Ich könnte mir denken, dass die Position unserer Verhandlungsdelegation gestärkt würde, wenn die Kommission erklärte, sie anerkenne, dass zwar gewisse Fortschritte erzielt worden seien, sie könne sich jedoch nicht als befriedigt erklären.

H. Alder

Der Vorschlag von H. Hofmann könnte allenfalls im Zusammenhang mit dem nächsten Aussenwirtschaftsbericht geprüft werden.

H. Jolles

dankt H. Hofmann für dessen nützliche politische Unterstützung. Die Frage ist, in welchem Falle die Unterstützung wirkungsvoller ist: soll sie aus der Aussenwirtschaftskommission oder der Kommission für auswärtige Angelegenheiten erfolgen? Meines Erachtens liegt der Ball eher bei der Kommission für auswärtige Angelegenheiten. Sollte deren Erklärung nach unserem Dafürhalten nicht genügen, so bliebe Ihrer Kommission immer noch die Möglichkeit, bei der Behandlung des nächsten Aussenwirtschaftsberichts nachzudoppeln.

Die Kommission stimmt diesem Vorschlag stillschweigend zu.

7) VerschiedenesM. Butty

Lors d'une de nos séances, j'avais soulevé la question de la dénomination de notre commission ainsi que de ses compétences. Le terme "Aussenwirtschaftskommission" est important et il n'est pas question de le changer. Cependant ce que j'ai soulevé est que notre commission est la seule, quoique sous la dénomination française de "commerce extérieur", qui s'occupe en fait aussi de la politique économique intérieure, donc de la "Binnenwirtschaft". Je désirerais savoir si dans la future législature nous allons aborder et examiner ce problème par l'intermédiaire du bureau ou sur l'initiative de notre président actuel? A mon avis, il est important que notre commission soit reconnue comme une commission économique générale. Il est indispensable que le parlement dispose d'une commission permanente de ce genre, c'est-à-dire qui s'occupe de l'ensemble des problèmes économiques aussi bien intérieurs qu'extérieurs.

- 37 -

H. Hofer

Ihre Frage - sie stand schon mehrmals zur Diskussion - läuft entweder auf eine Kompetenzerweiterung für die Aussenwirtschaftskommission oder aber auf die Schaffung einer ständigen Wirtschaftskommission hinaus. Sie könnte nur durch eine Aenderung des Geschäftsverkehrs-gesetzes erfolgen. Ein parlamentarischer Vorstoss Ihrerseits, Herr Butty, läge durchaus im Bereich des Möglichen.

M. Butty

C'est pourquoi j'ai demandé que notre commission se fasse une opinion à ce sujet après en avoir discuté, en particulier, avec les représentants de la division du commerce.

H. Hofer

Unsere Kommission hat stets auch binnenwirtschaftliche Probleme behandelt, vor allem seit Einsetzen der Rezession. Wir haben also unsere Kompetenzen stillschweigend selbst erweitert.

H. Jolles

Durch die Ausführungen von H. Butty ist mir aufgefallen, dass ein wesentlicher Unterschied zwischen der deutschen und französischen Terminologie besteht ("Aussenwirtschaft" gegenüber dem engeren Begriff "commerce extérieur").

M. Baechtold

Ce sujet étant très important, je propose qu'on le mette à l'ordre du jour de la prochaine séance. Nous pourrions à ce moment déterminer si nous désirons prendre parti dans cette affaire avant qu'elle n'aille plus loin et dans quel sens nous devons prendre parti.

H. Hofer

Diese Aufgabe bleibt der neuen Kommission vorbehalten.

Die Schaffung einer Binnenwirtschaftskommission wäre m.E. falsch; es gäbe dadurch noch mehr Ueberschneidungen.

Schluss der Sitzung: 12. 25 Uhr

* * * * *